

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
**Code Douchane**

---

Étude sur  
l'histoire du droit public Serbe

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 28 Mai 1912, à 1 heure 1/2*

PAR

**PAVLÉ K. LEBL**

---

*Président : M. LARNAUDE, professeur*

*Suffragants* { *MM. WEISS, professeur*  
*PILLET, professeur*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE  
ARTHUR ROUSSEAU  
ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1912





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les thèses :  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.

---

LE  
**Code Douchane**

---

Étude sur  
l'histoire du droit public Serbe

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS  
*sera soutenu le Mardi 28 Mai 1912, à 1 heure 1/2*

PAR

**PAVLÉ K. LEBL**

---

*Président : M. LARNAUDE, professeur*

*Suffragants* { *MM. WEISS, professeur*  
*PILLET, professeur*



---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1912



A MA MÈRE

IL EST DE MON DEVOIR DE REMERCIER SON EXCELLENCE M. LE D<sup>r</sup> VESNITS,  
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DU ROYAUME DE SERBIE EN FRANCE POUR LES PRÉCIEUX  
CONSEILS QU'IL A BIEN VOULU ME DONNER POUR L'ÉLABORATION DE MA THÈSE, DE  
MÊME, MES CHERS AMIS : M. MARCEL DÉNIEUIL, AVOCAT A LA COUR D'APPEL,  
ET M. RENÉ DE MASSÉ, LICENCIÉ EN DROIT.

P. K. L.

# LE CODE DOUCHANE

## ÉTUDE SUR L'HISTOIRE DU DROIT SERBE

---

### CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE SOMMAIRE DE LA SERBIE JUSQU'À LA FIN DU RÈGNE  
DU TSAR DOUCHANE (1355).

Quelques traits sur l'histoire serbe, jusqu'à la fin du règne du tsar Douchane et surtout sur son règne, s'imposent pour mieux comprendre le temps, l'esprit, les conditions et spécialement les influences qui ont contribué à la confection du Code Douchane.

Les Serbes sont venus dans les pays qu'ils occupent actuellement vers la fin du vi<sup>e</sup> et le commencement du vii<sup>e</sup> siècle. Ils habitèrent auparavant les pays de la Gallicie actuelle, en communauté avec les autres peuples Slaves. L'empereur byzantin Héraclius (610-640), cédant à la poussée de l'invasion slave, leur laissa les pays au-dessus du Danube à condition de le défendre contre d'autres inva-

sions. Les Serbes occupèrent la partie occidentale de la péninsule balkanique, c'est-à-dire les provinces actuelles : la Bosnie et l'Herzégovine, la Serbie d'aujourd'hui, la vieille Serbie, le Monténégro, la Dalmatie, la Macédoine, sauf la ville de Salonique et l'Albanie. De là ils furent probablement repoussés, car l'historien serbe jusqu'au x<sup>e</sup> siècle, l'empereur byzantin Constantin Porphyrogénète, prétend que les pays occupés par les Serbes se trouvaient entre le Danube et l'Adriatique. Le centre de tous ces pays, qui postérieurement devint le centre politique de l'Etat Serbe, était la Rascie qui fut le point de jonction entre l'Adriatique et la Serbie danubienne.

Pendant plus d'un siècle après leur établissement, les Serbes ne jouèrent aucun rôle. Les petits Etats serbes avaient leurs princes qui souvent subdivisaient leurs pays en « joupanies » et les guerres civiles devaient être les conséquences de cet état de chose. Néanmoins, il y avait tendance à créer des centres politiques pour la défense contre les voisins envahissants. Pour un temps cela ne fut qu'une série d'attaques et de défense contre les petits états séparés. Le duc (joupan) Vlastimire réussit à s'émanciper de la suzeraineté byzantine.

Les fils de Vlastimir eurent à soutenir une nouvelle attaque en 863; ils le firent aussi avec succès. Peu après la Rascie se reconnut de nouveau vassale de l'Empire de Constantinople, mais les désordres intérieurs donnèrent souvent l'occasion au tsar bulgare Siméon d'intervenir au profit d'un des prétendants qui se disputaient le trône.

Dans la lutte entre Siméon, le plus puissant prince bulgare, et Léon le Sage, les Serbes furent les alliés de l'Empire byzantin. Mais Siméon, profitant des guerres civiles dans la Rascie, envahit le pays, accompagné d'un prétendant, Tcheslav Zacharie (921-924); le prince régnant, s'enfuit, et Siméon convoqua les joupans serbes afin de leur présenter son candidat. Lorsqu'ils se réunirent, Siméon les fit arrêter, occupa le pays et ramena le prétendant en Bulgarie. La domination bulgare sur la Rascie ne dura que 7 ans (924-931), mais elle fut tellement dure que presque toute la population s'enfuit en Croatie et dans les provinces grecques. Lorsque après la mort de Siméon (927) Tcheslav vint en Rascie, il trouva le pays désert. Avec le concours de l'Empire byzantin, dont il se reconnut vassal, il réussit à ramener les prospérités. Son règne, malgré ce triste début, fut heureux, il réunit la Serbie danubienne à la Serbie adriatique. Mais après sa mort (vers 960) la décadence recommença. L'Empire grec, n'ayant plus rien à craindre des Bulgares affaiblis, s'empara de la Rascie, dont le prince ou grand joupán se sauva dans la Serbie maritime.

A partir de cette époque, les principautés serbes du versant adriatique essayèrent à leur tour de créer un centre politique. Le prince de Zeta, de Trebigné, de Zahoumlé, Etienne Voïslav, se rendit indépendant de l'Empire en 1040. Son fils Michel (1053-81) réunit à ses états la Rascie, et obtint le titre de roi (*rex Sclavorum*) du pape Grégoire VII. Sous le règne de son fils, Constantin Bodine (1081-1101), la Serbie de Tcheslav fut restaurée dans son intégrité. Mettant

à la tête de la Rascie un joupan, il se proposa d'attirer à lui les Serbes qui vivaient encore sous la domination grecque (sur la Morava et sur le Vardare). Mais, malgré tous les efforts le joupan de la Rascie ne réussit pas dans la mission et il fut le premier qui se détacha de la Zeta (1103) lorsque la dislocation du royaume commença.

Le ban de Bosnie suivit son exemple, de sorte que l'empire grec réussit peu à peu à imposer de nouveau sa suzeraineté à la Zeta, à la Rascie et à la Bosnie. Néanmoins, la Rascie ne renonça pas à son rôle politique. Son joupan, Ouroch II Pribislav, fit deux campagnes acharnées contre l'Empire (en 1149 et en 1150), mais l'empereur Manuel I Coumène triompha de lui et le remplaça par son frère Dessa (1162-68). Celui-ci continua la politique de son prédécesseur, et il partagea son sort. L'empereur Manuel lui substitua Trihomir, fils de Zavide, chef du parti qui désirait la paix avec l'Empire. En 1168, la Rascie était divisée entre quatre frères, fils de Zavide, qui obéissaient tous à leur frère aîné, le grand joupan Tihomir, lequel à son tour était vassal de l'Empereur Manuel Coumène. Mais le cadet Etienne provoqua la jalousie de ses frères par la sollicitude qu'il apportait à l'organisation de son lot, et la guerre éclata. Les frères de Némania battus se rendirent auprès de l'Empereur pour solliciter son aide. Celui-ci les renvoya dans la Rascie avec une armée mais ils furent de nouveau vaincus (1169) et le frère aîné trouva la mort dans la bataille. Cette victoire marque la fin de la souveraineté byzantine sur la Rascie, à laquelle Etienne Némania réunit une grande partie de la

Serbie adriatique et du littoral. La puissance de Némania fut encore augmentée par des relations d'intime amitié entre lui et le ban de Bosnie Kouline, qui s'était débarrassé de ce côté de la suzeraineté byzantine.

En 1183 E. Nemanja envahit les provinces grecques, comme allié du roi de Hongrie et, en 1190, comme allié des Bulgares. Ses armées pénétrèrent jusqu'à Sredetz (Sofia actuelle) à l'Est et jusqu'à Vrania, Prizend et Uscub au Sud, mais, battu en 1191 par les Grecs, il perdit toutes ses conquêtes. Son règne est important par la persécution qu'il infligea aux bogomiles.

Ces sectaires furent impitoyablement exterminés ou chassés du pays (1). La plupart se réfugièrent en Bosnie. En 1196 E. Nemanja abdiqua solennellement au profit de son fils puiné Etienne, qui devint grand joupán. A son fils aîné Voukan il avait donné les provinces qu'il possédait sur le littoral adriatique, avec le titre de roi. Le troisième fils d'Etienne Nemanja, Rastko, né vers 1169, quitta furtivement sa famille et se fit moine dans la Sainte Montagne (Mont Athos). On lui donna le nom de Sava. Etienne Nemanja, après son abdication, se rendit auprès de Sava. Là ils élevèrent, avec la permission de l'empereur grec, le monastère serbe de Hilindar. Les Grecs, les Bulgares et les Russes y avaient aussi leurs centres religieux qui étaient en même temps des centres littéraires. De cette façon la littérature ecclésiastique serbe du moyen âge fut en rapport avec les

(1) Les vestiges de ces poursuites se trouvent dans quelques règles du Code.

autres littératures orthodoxes. Etienne Nemanja mourut là en 1199.

Le commencement du règne de son fils Etienne ne fut pas heureux. La Hongrie était puissante et ambitieuse, le Saint-Siège voulait s'en servir pour répandre le catholicisme dans la péninsule balkanique, et exterminer les bogomiles de Bosnie.

Voukan, fils aîné de Nemanja, prétendant être injustement dépouillé de la dignité de grand joupan, était prêt à servir ses projets. Il réussit à s'emparer de la Rascie, grâce à l'armée hongroise et devint ainsi vassal du roi de Hongrie. Mais son règne ne fut pas long (1202-04). Etienne, profitant des troubles de Hongrie, reprit la couronne. Il releva le pays et, malgré l'inimitié des Bulgares, des Hongrois et des Latins de Constantinople, il lui conserva les limites que lui avait données son père. La conquête de Constantinople par les Croisés ne fut pas sans influence sur les affaires ecclésiastiques de la Serbie. En effet, l'Eglise grecque orthodoxe courait un grand danger, et le patriarche de Nicée, sur la demande de Sava, accorda à la Serbie l'autonomie ecclésiastique (1219). De cette façon l'Eglise serbe s'émancipa de l'influence qu'exerçait sur elle le patriarche de Constantinople. Dorénavant, l'archevêque et les évêques seraient nommés par le synode serbe. Sur la demande d'Etienne, le pape lui accorda le titre de roi, et il fut couronné en 1221. Il fut appelé Prvoventchani (primo coronatus). De cette façon fut effacée toute trace de la suzeraineté sur la Serbie. Le roi (kral) Etienne mourut en 1227. Le règne de son fils

ainé Radoslav (1227-34) est sans importance. Il fut détrôné par son frère Vladislav (1234-1241), qui, à son tour, fut détrôné par son plus jeune frère, Etienne Ouroch I<sup>er</sup> (1242-76). Ce prince sut profiter de l'invasion de la Hongrie par les Tartares : un grand nombre de mineurs d'origine allemande, fuyant devant les Tartares, furent bien reçus par le roi. L'exploitation des mines prit bientôt des grandes proportions et, sous son règne, on commença à battre de la monnaie d'argent. Des succès contre les Bulgares rendirent le roi Ouroch I<sup>er</sup> très puissant. En 1257, il fut médiateur de la paix entre la Bulgarie et l'empereur de Constantinople ; la même année, grâce à son influence, un Serbe, Constantin Tech, petit-fils d'Etienne Nemanja, fut élu tsar de Bulgarie. Les guerres contre l'empire de Constantinople (1237-59) ne lui furent pas avantageuses. Son allié, le despote d'Epire, ayant été battu, Ouroch dut abandonner ses conquêtes. Il se rapprocha du roi de Hongrie, en faisant épouser à son fils Dragoutine la petite fille du roi de Hongrie. Sous l'influence de sa femme Hélène, une princesse d'origine française et royale (mais dont l'identité n'est pas très bien établie), il s'allia avec Charles d'Anjou en vue de faire la guerre à l'empire de Constantinople ; mais en 1276 Ouroch I<sup>er</sup> fut détrôné par son fils aîné Dragoutine (la bataille eut lieu sur le champ de Gatzko, en Herzégovine), il se fit moine et mourut peu après. Dragoutine (1276-81), timoré et incapable, abdiqua en 1281 en faveur de son frère Ouroch II Miloutine (1281-1321). A peine monté sur le trône il envahit la Macédoine. Les campagnes de 1282, de 1283 et de 1285 lui

valurent la plus grande partie de cette province. En 1285, les Tartares s'étaient établis dans la Bulgarie, qui se disloqua en plusieurs principauté, dont les titulaires reconnaissaient l'autorité des envahisseurs tartares. La frontière N.-E. de la Serbie se trouva menacée, et Miloutine, aidé par son frère Dragoutine (qui s'était réservé certains territoires de la Serbie et qui tenait en outre en fief du roi de Hongrie le duché de Matchva avec la Syrmie et la Slavonie), battit tout d'abord les deux frères, Drman et Koudeline, qui tenait Branitchévo. Puis, en 1291, il se tourna contre un autre vassal du roi de Serbie.

Au fils de son vassal, le roi donna en mariage sa fille Anne.

En 1296 l'empire byzantin attira de nouveau son attention ; il conquit l'Albanie du Nord et s'empara de Durazzo. L'empereur Andronic consentit au mariage de sa fille Simonde avec le roi de Serbie. A la mort de son frère Dragoutine, le roi recueillit son héritage et le pays Matchva que celui-ci tenait en fief de la couronne de Hongrie. Ce fut la cause de la guerre entre les deux royaumes, dans laquelle Miloutine perdit la Matchva avec Belgrade. Mais il prit sa revanche en Albanie.

Sous Miloutine, le commerce avec Raguse, Venise fut très prospère et les habitants des pays voisins émigrèrent beaucoup en Serbie. Le roi fit élever et restaurer beaucoup d'églises, non seulement dans ses états, mais même dans l'Empire grec. Après sa mort, son fils Etienne Détchanski (1321-31) lui succéda.

Philippe de Tarente profita des désordres qui suivirent pour s'emparer de Durazzo, tandis que le ban de Bosnie, Etienne Kotromanitch, prit la province de Houm. En 1321, le prince de Vidine vassal du roi de Serbie, Michel Chichmanitch, devint tsar de Bulgarie. Pour se rapprocher des Grecs il répudia sa femme Anne, sœur du roi de Serbie. Dans la querelle entre Audronic II et Audronic III, Etienne prit parti pour le premier, car la Bulgarie avait pris parti pour le second. Après le succès d'Andronic III, la guerre éclate (1330) entre l'empereur, les Bulgares et les voïvodes (ducs) de Valachie, Ivanko Bassaraba, d'une part, et d'autre part le roi des Serbes. L'armée Serbe rencontra celle des Bulgares dans la plaine de Velboujde (Kustendile).

Le tsar y fut tué. Le fils aîné du roi, Etienne le futur tsar (empereur) Douchane, commandant un détachement de cavalerie, se distingua dans cette bataille. Ayant appris le désastre, Andronic III battit en retraite sur Andrinople, tandis que Etienne entra en Bulgarie. Il annexa à ses états la ville de Nich avec ses environs. En mémoire de ce grand succès, il fit bâtir le monastère Detchani, le plus beau monument de l'architecture Serbe du moyen âge. Il en reçut le surnom de Detchansky. Mais la noblesse Serbe fut très mécontente qu'il n'eut pas pris une revanche sur l'Empire de Constantinople. Le parti grec était très puissant à la cour, par l'influence de la reine Marie, qui voulait assurer le trône à son fils Siméon, au préjudice de Douchane, fils aîné du roi. Douchane se souleva ; le roi fut pris et enfermé. Le 8 septembre (v. st.) 1331, Douchane était solennellement

couronné devant toute la noblesse. Le 11 novembre (v. st.) de la même année, les nobles qui avaient pris part à cette révolution firent étrangler le vieux roi.

Sous le règne du tsar Etienne Douchane (1331-55) l'Etat Serbe du moyen âge fut à l'apogée de sa puissance. C'était le plus grand et le plus ingénieux des princes Serbes. Toutes les provinces Serbes, excepté la Bosnie, Raguse et quelques territoires placés sous la domination hongroise, se constituèrent en un seul Etat. Douchane avait repris le plan de son grand père Miloutine, qui était de revêtir la pourpre à Constantinople et de fonder un empire Greco-Serbe. Pour arriver à développer ce plan, il développa une activité prodigieuse. Il se rapprocha du nouveau tsar Bulgare, Jean Stratimirovitch, en épousant sa sœur Hélène. Peu après, il envahit la Macédoine, pénétra jusqu'à Serrès et assiégea Salonique ; par la paix du 26 août 1334, la plus grande partie de ses conquêtes lui resta. En 1336, 1337 et 1340, il prit presque toute l'Albanie et l'Epire jusqu'à Janina. Mais son attention fut bientôt attirée du côté de Constantinople, par la rivalité de l'empereur Jean V Paléologue et Cantacouzène. Sollicité par les deux partis, Douchane les soutint tour à tour et, en 1345, il s'empara de toute la Macédoine excepté Salonique. Les succès exaltèrent son ambition.

En 1345, il se proclama empereur (tsar) des Serbes et des Grecs.

A Uskub se tint une grande Assemblée, composée des grands seigneurs, du clergé Serbe et du clergé Grec des

provinces conquises. Le patriarche de la Bulgarie y assistait. L'archevêque de Petch, chef de l'Eglise Serbe, fut proclamé patriarche le 16 avril 1345, et Douchane fut couronné empereur par les deux patriarches Serbe et Bulgare. L'importance de cet acte n'échappa pas à la cour de Constantinople. En 1352 le patriarche de cette ville jeta l'anathème sur l'empereur Serbe et l'assemblée d'Uskub. Cependant Douchane conquit en 1347 l'Epire, l'Etoile et l'Acarnanie; en 1348 il acheva la conquête de la Thessalie. Il ne resta plus à l'empire Grec que Salonique et la Thrace.

Etienne Douchane eut l'ambition de faire de son empire un état policé. En 1349, il convoqua à Uskub une assemblée de grands seigneurs et du haut clergé. On y promulgua le fameux (*Zakonik*) *Code du Tsar Etienne Douchane*, complété en 1354. C'est la codification des coutumes, des ordonnances et des lois des prédécesseurs de l'empereur qui les compléta. Ce Code confirmait les privilèges de l'Eglise (orthodoxe), de la noblesse, du haut clergé sur les classes inférieures.

La frontière de l'empire fut troublée du côté de la Bosnie. En 1349, le ban Etienne Kotromanitch, à l'instigation du roi de Hongrie, pilla les pays de Trebigné (Herzégovine). Douchane riposta, mais dut arrêter sa marche victorieuse pour défendre les provinces du Sud contre Cantacouène et les Turcs.

D'autre part la campagne contre le ban de Bosnie impliqua l'empereur dans une guerre contre Louis d'Anjou, roi de Hongrie; les Hongrois perdirent alors Belgrade. Cepen-

dant l'empire grec était à la merci des hordes turques, et à Constantinople un parti appelait de ses vœux une forte domination chrétienne, serbe, vénitienne ou hongroise contre les Osmanlis. Douchane avait des chances. Pour se couvrir du côté des Hongrois, il eut l'idée d'entrer en pourparlers avec le pape Innocent, il s'engagea à embrasser le catholicisme à condition d'être nommé capitaine des chrétiens contre les Turcs. Il mourut inopinément le 20 décembre 1355 (1).

(1) M. Gavrilovitch (*La Grande Encyclopédie*).

## CHAPITRE II

### SUBDIVISION DU CHAPITRE

§ 1. — L'original et les transcriptions du Code Douchane.

§ 2. — La confection du Code Douchane.

§ 3. — Les influences étrangères.

§ 4. — Définition du Code Douchane.

#### § 1. — *L'original et les transcriptions du Code Douchane*

L'original du Code Douchane ne fut pas conservé à travers les siècles ; ce code ne fut malheureusement pas écrit et conservé dans un document immuable, et on fut obligé de se l'imaginer et de le reconstruire d'après d'autres actes législatifs de ce temps.

Les historiens serbes et étrangers qui se sont occupés de cette question ont usé de divers moyens pour arriver à obtenir une image approximative de l'original du Code (1).

Il existe un certain nombre de monuments historiques, de documents législatifs ou politiques qui ont été conservés jusqu'à nos jours. Ce sont, en première ligne, les lettres-patentes fondamentales (chrissobulles) des grands couvents.

(1) M. St. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, Belgrade, 1898, p. 61.

Ce sont ensuite les traités de commerce dans lesquels sont précisées les obligations des souverains serbes à propos des privilèges concédés à la République de Raguse. Dans ce genre de documents on édictait des règles pour les citoyens, les commerçants, les nobles, les couvents et des ordres concernant tout le pays. Ces ordres et ces règles tout différents qu'ils fussent étaient en fait de véritables lois. Et nous avons toutes raisons de les considérer comme des lois, ils furent souvent répétés dans le Code lui-même. De plus certaines (chrissobulles) lettres-patentes fondamentales des couvents mentionnent la façon dont ils furent créés. Toutes les lois, de même que le Code Douchane et toutes les lettres-patentes des couvents, furent établies par l'Empereur dans l'Assemblée légiférante. Toutes ces chrissobulles et lois furent édictées sous formes de lettres revêtues du sceau impérial en or qui était à cette époque un des signes de la sanction légale. M. Novakovitch prétend que le Code Douchane fut établi de la même façon (1).

Le Code Douchane est connu aujourd'hui par les transcriptions ou copies qui en ont été faites. Il en a été fait 14 transcriptions différentes que nous citons ci-dessous (2). Nous

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, 1898, p. 62.

(2) Ces transcriptions ont chacune leur nom et se trouvent actuellement en différents endroits : 1° La copie de Strouze, découverte par M. Grigovitch, professeur russe, en 1843 lors d'un voyage en Macédoine; 2° La copie de Prizrend, découverte à Prizrend en 1862 par M. N. Moussoulina chez un prêtre (pope). Ce prêtre était le descendant d'une lignée de 21 prêtres (fait assez fréquent en Serbie). Le Code Douchane, comme un patrimoine

y ajoutons l'opinion de Chaarik, le grand érudit tchèque, dans *Geschichte der Sudslav*. Lit. III (225-227), sur une de ces transcriptions. « Je suis persuadé que toutes ces transcriptions n'ont aucune valeur (il parle de la copie de Racovitza). Ces copies, faites par quelque moine ou prêtre oisif, ont défiguré et dénaturé le Code Douchane en lui donnant un aspect tout différent de l'original, mais plus conforme aux opinions et aux vues du copiste. En général (il vise la copie de Racovitza) tout ce qu'il y avait d'ancien et d'original fut éliminé. Toutes ces copies ne datent que de deux siècles en arrière. Cela explique pourquoi le Code contient tant de règles obscures, inexplicables ou contradictoires;

précieux, s'est ainsi conservé de génération en génération. La copie de Prizrend est la meilleure et la plus complète de toutes celles qui ont été trouvées. C'est pourquoi nous l'avons traduite en français; 3° La copie d'Athon découverte aussi par M. Grégovitch dans la péninsule d'Athon. Elle se trouve actuellement à Moscou; 4° La copie de Studenitza fut connue en 1872 à Sarajevo; 5° La copie de Bistriza, trouvée dans le monastère Bistriza en Roumanie. Cette copie date de 1444. On la trouve actuellement à Moscou; 6° La copie de Hiléndare. M. Grégovitch a vu cette copie vers 1850 dans le couvent Hiléndare dans la péninsule d'Athon, aujourd'hui on n'en trouve plus trace; 7° La copie de Hotoche de 1688; 8° La copie de Chichatovatz se trouve à Prague, elle date de 1514; 9° La copie de Racovitza de 1714 se trouve au Musée national de Prague; 10° La copie de Ravanitza. On croit qu'elle fut faite en 1676; 11° La copie de Tekelia se trouve à Novi-Sade; La copie de Sophia se trouve aujourd'hui à Sophia; 13° La copie connue sous le nom de copie de Belgrade, datant de 1757, se trouve à Prague.

les idées des législateurs du tsar Douchane et de son Assemblée furent déformées par des gens vivant à une époque et dans des conditions très différentes de celles de ces législateurs. »

Quand nous parlons d'un original du Code Douchane, nous comprenons sous ce titre l'ensemble de deux éditions de lois faites, la première en 1349 et la seconde en 1354, ainsi que les différentes chartes qui se trouvent insérées dans le Code. Pas une de ces lois originales, de même pas une de ces chartes, n'existent donc plus aujourd'hui. C'est par des copies et grâce à l'étude de différents actes historiques que le Code Douchane a pu être restauré.

## § 2. — *La confection du Code Douchane*

Les procédés de confection et de publication des lois étaient absolument les mêmes en Serbie qu'à Byzance. Pour cette raison nous exposerons la méthode byzantine mieux définie par M. Mortreuil que n'étaient celles de Serbie. Nous parlerons ailleurs de l'influence de la législation byzantine en Serbie, nous exposerons, seulement ici, à propos de la confection des lois, les coutumes byzantines qui se sont transplantées en Serbie.

Une loi à Byzance ne recevait pas uniquement sa sanction

(1) Mortreuil, *Histoire du droit byzantin*, III, Paris, 1888, p. 34.

de la signature du chef de l'Etat, elle devait encore être inscrite sur le registre des mois et des indictions (1).

Au bas de ce registre le chef de la chancellerie impériale ou le scribe de la chancellerie mettait la formule de la publication, laissant une place libre pour la date de l'indiction que l'Empereur remplaçait de sa propre main (en général avec de l'encre rouge). Un tel registre pouvait être également signé par le remplaçant de l'Empereur, par exemple le Logothète. Mais il y avait des actes que l'Empereur seul avait le pouvoir de faire. Ce sont les « chrissobulles » lettres-patentes, que l'Empereur revêtait de son propre cachet (2) impérial. La chrissobulle lettre-patente, charte, est toujours impériale, ainsi la chrissobulle avait la valeur d'une loi.

Les mêmes formalités s'accomplissaient en Serbie avec cette différence que la loi n'arrivait à la chancellerie qu'après avoir passé par l'Assemblée où elle était rédigée. Cette différence entre les formalités serbe et byzantine s'explique de ce fait qu'à Byzance l'Assemblée n'avait pas une importance aussi considérable qu'en Serbie. L'Assemblée n'y servait

(1) Indiction. Terme de chronologie, Révolution de 15 années que l'on recommence toujours par une lorsque le nombre de 15 est fini. L'indiction est un des trois cycles qui entrent dans la période Julienne. Indiction première, indiction seconde : la 1<sup>re</sup> année, la 2<sup>me</sup> année de chaque indiction. Les historiens considèrent le chiffre de l'indiction comme étant plus sûr que celui de l'année datant de la création du monde (*La Grande Encyclopédie*).

(2) Chrissobulle, cachet en or, qu'on apposait sur les actes administratifs (*La Grande Encyclopédie*).

que de conseil à l'Empereur, lui laissant toute indépendance et une entière autorité. En Serbie, l'Empereur était obligé d'entendre et souvent même de réaliser les vœux de l'Assemblée puisque l'Empereur tenait toute sa puissance des deux classes, les nobles et le clergé, qui constituaient l'Assemblée.

Une fois ces formalités remplies on transmettait ces lois aux archives impériales ou aux églises. Là, on les transcrivait et on les envoyait dans les provinces pour leur application.

Quelles étaient les sources du Code Douchane ? Les sources du Code Douchane sont les coutumes nationales, les institutions confirmées dans les Assemblées, les lois antérieures et les ordonnances impériales (1).

En étudiant le Code, nous remarquons que différents articles ont été puisés dans des coutumes qui existent encore aujourd'hui. En général, on peut admettre deux suppositions : la première que nous venons de mentionner, c'est-à-dire que ces coutumes existaient déjà dans la nation et que le législateur les a insérées dans le Code pour consacrer leur existence et leur donner une valeur législative. Mais ces coutumes profondément invétérées continueront à exister, la loi une fois disparue. On pourrait supposer également (et c'est notre deuxième supposition moins probable que la première) que les coutumes n'existaient pas

(1) M. Boguichitch, *Pisani Zaconi na slav. Yougou*, 1872, p. 35.

à cette époque et que la loi est la source de la coutume. La coutume aurait d'ailleurs survécu à la loi qui l'aurait créée. Voici un exemple parmi les nombreux exemples qui se présentent. Il s'agit de la responsabilité collective du village. La règle de la responsabilité collective du village, qui répondait à des nécessités du temps et du pays, a subsisté après la déchéance du Code, et le législateur serbe au commencement du 19<sup>e</sup> siècle fut obligé de s'en servir encore pour la répression des crimes des brigands et des incendiaires.

Le législateur du Code a tiré des besoins de la vie pratique les règles juridiques qu'il a édictées dans le Code (1). Il y a un autre fait, qui confirme l'idée émise que les coutumes nationales servaient comme source à la confection du Code, ce fait se trouve dans le Code même. Ainsi les art. 56 et 76 précisent l'amende pour le noble qui ne se présentera pas au tribunal, de même qu'une amende pour le dommage causé à une terre par le bétail d'autrui. L'amende consistait non en argent (perpère) comme dans les autres cas, mais on payait l'amende avec des chevaux et des bœufs. Cette coutume de payer les amendes avec des valeurs autres que l'argent est vieille, plus vieille que le Code ; elle date du temps quand l'argent était rare et que la frappe de l'argent se faisait à l'étranger. Le législateur, en insérant les deux règles dans le Code, a inséré aussi les deux anciens modes de paiements — une ancienne coutume.

Autre part, le législateur ne s'est pas contenté de puiser

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 43.

les règles pour le Code uniquement dans les coutumes ; à vrai dire cela ne suffirait pas pour mettre en œuvre les idées dont il voulait composer le Code. Il avait une autre source — les chartes et les lois antérieures à la confection du Code. Citons d'abord la charte du roi Miloutine qui n'était autre chose qu'un traité entre ce roi et la République de Raguse, traité qui règle les relations de commerce entre les deux Etats. Cette charte rédigée sous forme d'articles fut insérée dans le Code (art. 118, etc.) Elle avait déjà force légale sous le règne du roi Miloutine et le législateur n'a eu qu'à la copier. En ce qui concerne la composition du Code Douchane, il est important de faire remarquer qu'il est composé de deux parties qui se distinguent à la fois par la date de leurs confections et par leurs teneurs. La première partie du Code fut édictée à l'Assemblée tenue en 1349. Cette partie comprend 134 articles. La seconde partie du Code comprend la suite de 67 articles. Le Code tout entier comprend 201 articles. La seconde partie fut édictée par l'Assemblée de 1354, elle est le complément de la première partie, elle y apporte aussi quelques rares changements. La seconde partie diffère aussi de la première par ce fait que la seconde contient toutes les chartes impériales, tandis que la première partie du Code (jusqu'à l'art. 134) contient des règles confirmées par la première Assemblée. Ce fait s'explique ainsi : après la première Assemblée (1349) l'Empereur continua à légiférer, mais ne pouvant faire des lois il émit des chartes et des ordonnances, il les présenta ensuite à l'Assemblée de 1354 qui les confirma et les inséra dans le Code.

Y a-t-il de système dans le Code ? Certains auteurs, comme par exemple l'auteur russe Sigel (1), sont d'avis qu'il existe de système, suivant lequel on rangeait les règles de droit. Ce système devait être copié d'un exemple greco-byzantin. Suivant cet auteur, le Code est rangé avec un ordre suivant : I Le droit de l'Eglise (art. 1-38) ; II Droit temporel, c'est-à-dire règles concernant la noblesse, les serfs et leurs rapports juridiques (art. 39-73) ; III La propriété (art. 74-83) ; IV Le droit pénal et la procédure pénale (art. 84-117) ; V Le droit public (art. 118-135). Cette division des matières paraît être faite en l'exemple des lois byzantines. Ainsi les Basiliques grecques commencent aussi par le droit de l'Eglise, les Eclogas et le Prochiron finissent par le droit militaire comme le Code Douchane. Cela n'est pas précisément une preuve, mais de son point de vue, c'est-à-dire considérant uniquement la composition, l'existence d'un ordre paraît possible, même qu'on soit porté à croire le contraire en constatant la dispersion des articles dans le Code.

### § 3. — *Les influences étrangères sur le Code Douchane*

L'influence la plus remarquable et la plus importante que subit le Code Douchane fut celle de la législation byzantine.

(1) Const. Jirecek, *Gesetzbuch des serbischen Zaren Duschan*. *Archiv für slavische Philologie*, 1908, p. 131.

Cette influence n'était pas spéciale au Code Douchane, on en trouve des traces dans toute la législation serbe du moyen-âge. Cette influence de la législation Byzantine allait de pair à cette époque avec l'influence de la culture Byzantine en Serbie. Celle-là apparaît pour la première fois dans la conversion des Serbes à l'Eglise Orthodoxe. La conversion des Serbes au christianisme amena, comme conséquence immédiate, la traduction et l'acceptation du droit canonique Orthodoxe indispensable pour la propagation et l'organisation de la religion en Serbie. Ce sont les premiers éléments du droit écrit, jusqu'à cette époque inconnu dans le nouvel Etat Serbe. Les prêtres et les moines furent les interprètes de cette nouvelle religion, ils traduisirent des œuvres ecclésiastiques en slave et dans leurs travaux ils durent rencontrer des livres du droit, des œuvres de législation Byzantine et des textes de droit romain. Ces traductions qui étaient au début faites au hasard et sans méthode devinrent nécessaires par suite du développement de l'Etat Serbe. Les coutumes ne pouvaient plus satisfaire aux besoins des institutions nouvelles, comme par exemple la juridiction civile et religieuse.

La littérature juridique Byzantine était très riche, elle était fortement empreinte de droit romain. On y trouve de nombreuses compilations des lois romaines mélangées avec les canons de l'Eglise grecque. (Il y a des œuvres qu'il est nécessaire de mentionner : la *Syntagma*, manuel du droit canonique de l'Eglise Orthodoxe (rangé par ordre alphabétique), de Mathias Vlastares en 1335, de même le *Nomoka-*

non contenant le *Prochiron*, livre de droit le plus répandu à cette époque, qui a exercé une influence considérable sur la législation Serbe du temps de Douchane, et même après (1). C'est par cette voie que certaines règles Byzantynes furent introduites dans la législation Serbe. L'Eglise Serbe pour consolider et pour affermir sa situation avait besoin des règles établies par l'Eglise de Byzance. Les lois ecclésiastiques ou civiles étaient considérées alors comme faisant partie des lois générales de l'Eglise. A personne n'est venue l'idée de protester ou de discuter ces lois, c'est la raison pour laquelle on trouve des règles dans la législation Serbe absolument identiques aux règles de la législation Byzantine. Dans cet ordre d'idées et constatant que des lois Byzantines furent insérées dans la législation serbe, certains auteurs ont exagéré cette pensée en concluant que le Code Douchane n'était qu'un complément des lois byzantines introduites en Serbie, spécialement aux quelques lois Justinienues. Cela n'est pas exact (2). La preuve nous en fut donnée par Palacky (3). Il constate que plusieurs parties du Code Douchane ressemblent à certaines lois tchèques édictées sous le roi premisle Otokare I de 1222. Il leur trouve encore de la ressemblance avec les monuments historiques Polonais de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle,

(1) Jirecek, *Das Gesetz Buch des serbischen Zaren Duschan*. *Archiv. für slavische Philologie*, 1908, p. 160.

(2) M. Vesnitch, *Les lois Justinienues et l'ancien droit serbe*. Branitch, 1889, pp. 137 et 221.

(3) Palaky, historien tchèque (1789-1872).

enfin certaines règles du Code Douchane ressemblent au droit coutumier Russe. C'est une preuve suffisante pour montrer que le Code Douchane est le produit de la nation Serbe car les mêmes règles ont paru à la fois chez trois nations appartenant à la même race Slave. Il serait peut-être plus exact de dire que le Code Douchane, œuvre originale, fut complété par des règles de la législation romano-byzantine, sous la forme de règles du droit canonique introduites par l'Eglise.

Cette idée que le Code Douchane ne soit autre chose qu'un complément des lois byzantines traduites en Slave, provient de ce fait que le Code Douchane se trouvait dans l'original et même dans les transcriptions toujours ensemble avec ses lois, de même qu'aujourd'hui les transcriptions qui se sont conservées comprennent le Code et les lois byzantines. Sous le nom de lois byzantines il faut entendre certaines règles écrites du droit canonique et une partie des lois Justiniennes. A part cette circonstance il y a un autre fait qui a contribué à la naissance d'une telle idée. C'est le fait que pas une des matières dont le Code traite n'est pas épuisée ; ses règles ne sont pas complètes, ne nous montrent qu'un organisme inachevé. Il était alors très facile d'arriver à cette conclusion que le Code Douchane n'est qu'un complément à d'autres règles (1).

La vérité est qu'avec une connaissance plus profonde de cette époque on n'aurait pas émis de telles idées.

(1) Florinsky. *Mémoires des travaux législatifs du tsar Douchane*. Kiév.

Dans ce temps on faisait des lois sur des sujets dont la réglementation était inconnue, on considérait alors que faire des lois et des règles sur des choses connues était inutile, de cette façon dans le Code ne se trouvent que des règles ou peu connues ou des compléments à des règles déjà acceptées par la pratique. Ainsi les lois romano-byzantines (1) qui furent introduites par l'Eglise avaient déjà pleine et entière vigueur, étant considérées comme faisant partie des lois de l'Eglise. Le législateur crut nécessaire cependant d'y ajouter quelques règles nouvelles dans ce Code, en les insérant dans son œuvre de codification. (2)

En plusieurs endroits le Code mentionne les sources d'où il a puisé ses règles. Ainsi, dans les art. 39 et 40, il est dit expressément que les lois faites sous le règne du roi Miloutine continuent à être en vigueur. Enfin le Code contenait des règles nouvelles, originales, que le législateur a introduites suivant les besoins de l'Etat. Ainsi, nous trouvons plusieurs règles nouvelles dans le Code, qui sont mentionnées sous le nom de chartes impériales. Tels sont par exemple les art. 140 et 141 contenant la défense très sévère de recevoir, sur sa propriété, des gens (serfs) appartenant à d'autres personnes sans l'autorisation impériale. Cette règle fut insérée dans le Code suivant le vœux des nobles

(1) Dans le Code on appelle les lois romano-byzantines « les lois des Saints-Pères » suivant les Pères traducteurs des lois romano-byzantines.

(2) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 48.

qui voulaient se réserver la main-d'œuvre et empêcher leurs gens (serfs) de quitter leurs terres.

De tout ce que nous venons de dire, il ressort clairement l'idée du législateur d'assembler dans une loi (le Code Douchane) — tout ce qui déjà était loi ou tout ce qui avait force de loi, de même que les coutumes qui étaient considérées comme possédant force légale, en y ajoutant certaines nouvelles règles conformes aux besoins du temps et nécessités par les exigences de l'Etat en croissance.

Une autre influence étrangère, moindre que l'influence byzantine, mais aussi originale, s'est fait sentir aussi sur le Code Douchane. C'est l'influence de la législation de la République de Raguse, le plus grand centre commercial et maritime de ce temps sur la côte dalmate, la grande concurrente de Venise. Raguse avait de très nombreux rapports de commerce avec la Serbie. Ces rapports furent réglés par des traités de commerce entre les deux Etats. Le premier roi serbe qui a fait des traités de commerce avec Raguse fut le roi Miloutine, ces traités furent rédigés sous forme de chartes (1) et tous les rois après Miloutine ont reconnu et renouvelé ces traités. Le tsar Douchane qui prenait soin de régler d'abord ses affaires intérieures fit insérer ces traités dans le Code, puis il commença à négocier d'autres traités en se basant sur le Code. Les chartes ont eu le véritable caractère des traités internationaux. Toutes les deux parties avaient grand intérêt et tenaient beaucoup à ces traités. Ces

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 33.

traités sont importants parce que la législation de Raguse a pu influencer sur la réglementation du commerce et de l'industrie (minière) en Serbie. Le législateur du Code était obligé de régler les conditions du commerce et de l'industrie non seulement au point de vue des Ragusiens avec lesquels la Serbie avait été liée par des traités, mais de les régler pour tout le monde ainsi que pour les Grecs, Hongrois, Saxons, etc., tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, surtout que le commerce et l'industrie fleurissaient à cette époque.

Il existe une seule trace d'une influence du droit romain. Elle se trouve dans l'art. 179 contenant les règles de la répression du faux monnayage : le faux monnayeur sera brûlé. Les lois Justiniennes contiennent la même peine (1) pour les faux monnayeurs, en plus ses biens seront confisqués. Le droit byzantin a adouci cette peine en la remplaçant par la peine contenue dans l'Ecloga et dans les Basiliques, c'est-à-dire on coupera les mains aux faux monnayeurs. On ne s'explique pas bien comment cette règle du droit romain a pu venir en Serbie, puisque les livres grecs contenant le droit byzantin stipulent une autre peine que celle du droit romain. M. Jirecek (2) croit que cette règle est venue en Serbie du nord de la Hongrie et de la Bohême où le droit romain était en vigueur.

Après avoir mentionné les influences étrangères sur le Code, nous allons constater que malgré ses influences le

(1) Codex Justinianus : « de falsa moneta » *flammarum exustione mancipetur*.

(2) Const. Jirecek, *Das Gesetzbuch des serbischen Zaren Douchan*, p. 162.

Code reste un produit de la vie interne de la nation et des conditions politiques et sociales de ce temps.

§ 4. — *Définition du Code Douchane.*

Vu sous le jour des idées actuelles, le Code Douchane nous apparaît comme un code civil complété par certaines lois ecclésiastiques, militaires, pénales et administratives. Telle est la définition de M. Krstilch (1). Dire que le Code Douchane est un code civil serait peut-être assez exact si on ignorait la date de sa confection, mais cette date nous est connue et à cette époque, comme le fait remarquer, avec beaucoup de raison le savant polonais Zigel (2) à l'opinion duquel nous nous rallions, puisqu'il constate un fait historique connu, les lois civiles et à fortiori les lois militaires, pénales et ecclésiastiques n'avaient pas le caractère de droit privé mais bien de droit public.

Le Code Douchane contient par conséquent des règles de droit public et non de droit privé et naturellement, connaissant cette vérité historique, le Code Douchane ne peut pas nous paraître comme un code civil. Dans le sens de cette idée s'exprime M. Larnaude dans sa préface à la traduction française du livre de Laband (3). « Il y a eu une époque

(1) Krstilch, *A propos du Code Douchane*. Belgrade, p. 93.

(2) Zigel, *Sur le Code Douchane*. Varsovie, p. 63.

(3) Laband, *Le droit public de l'Empire allemand*, p. xiv.

où le droit public s'est trouvé imprégné de droit privé, c'est le moyen-âge. » Le mélange du droit privé et du droit public formait le trait le plus saillant de l'Etat féodal. Nous sommes donc obligés de reconnaître dans le Code Douchane plus de méthode et plus de logique que nous ne lui accorderions sans la connaissance de ce fait. Le code Douchane n'est pas un Code dans le sens actuel de ce mot. C'est plutôt, dans le sens du mot latin *Codex* usité au moyen âge, qu'il faut chercher son équivalent. On réunissait en un recueil un ensemble de lois se rapportant à une branche importante de la législation ou même parfois embrassant l'ensemble du droit (1). Ils mirent ainsi à la disposition des praticiens, sous une forme commode, des textes qui, sans cela, seraient restés enfouis dans les archives de la chancellerie impériale. Ils eurent encore pour but la divulgation des lois. Ils portaient en général le nom du souverain sous lequel ils furent confectionnés.

Nous inspirant du but de la politique du tsar Douchane, nous définissons ainsi le Code Douchane. Le Code est une espèce de constitution de l'Etat serbe du moyen-âge. Avant de songer à l'exécution de leur plan — la conquête de Byzance, maîtresse de la moitié de la chrétienté — l'Empereur et les nobles voulaient dans les Assemblées de 1349 et de 1354 établir et maintenir par écrit les bases et les conditions juridiques de la vie publique en Serbie. On voulait une constitution (2). Les constitutions ne sont que le

(1) M. Planiol, *La Grande Encyclopédie*.

(2) Dr Myouchkovitch, *Le système dans le Code Douchane*, 1895.

reflet de leur temps. Les idées constitutionnelles de cette époque étaient fort modestes, se limitant à la réglementation des relations entre l'Empereur et les nobles, leurs droits et leurs obligations réciproques ; à l'établissement de l'ordre et de la sécurité. La constitution médiévale ne s'occupe pas de la souveraineté nationale. A ce sujet, nous tenons à réfuter l'analogie qu'on a voulu établir entre le code Douchane et le Landfriede allemand. Au 13<sup>e</sup> siècle en Allemagne, suivant Brummer dans l'*Encyklopédie der Rechtswissenschaft* était la loi de l'Empire édictée par l'Empereur avec le consentement des nobles dans l'Assemblée de l'Empire (Reichstag). A notre avis c'est la seule ressemblance qui existe entre ces deux monuments, car le Landfriede avait un but bien inférieur et un champ d'application de beaucoup plus restreint. Le Landfriede avait pour but d'empêcher les querelles trop fréquentes entre les nobles, le Code Douchane était la base politique et sociale d'un Empire.

## CHAPITRE III

### LE CODE DOUCHANE

#### LE TEXTE

#### *« Le Code du très croyant tsar Douchane »*

« L'an 6857 (de la création du monde, 1354 de l'ère chrétienne), l'indiction 2, jour de l'Ascension de Notre-Seigneur, le 21 du mois de mai.

Ce code fut établi par notre Assemblée orthodoxe, par notre vénérable patriarche Yoanikiiyé et par tous les archevêques et par tout le clergé, grand et petit, et par moi, très croyant tsar Stefane (Etienne) et par tous les grands et petits seigneurs de mon empire. »

« La teneur du Code est la suivante (1) » :

(1) Nous avons traduit le Code en français d'après l'édition du Code Douchane faite par M. St. Novakovitch en 1898. Cette édition est vraiment remarquable et supérieure à celle de 1870 faite par le même auteur. Elle contient à part le texte, un commentaire fort complet dont nous nous sommes souvent servi. Malheureusement ce commentaire traite le Code Douchane plutôt au point de vue philologique qu'au point de vue juridique.

*Article 1.* — D'abord de la chrétienté. Ainsi sera purifiée la chrétienté. (L'article 1 sert de titre et d'introduction à un certain nombre d'articles).

*Article 2.* — Les nobles et les autres gens ne doivent pas se marier sans la bénédiction de leur archevêque ou du clergé installé par lui.

*Article 3.* — Pas de mariage sans célébration ecclésiastique ; s'il a lieu sans bénédiction et sans agrément de l'Eglise, il doit être dissous immédiatement (c'est pour empêcher les serfs de se marier illégalement).

*Article 4.* — Tout homme doit écouter son archevêque et lui obéir pour les affaires religieuses ; si quelqu'un a péché contre l'Eglise ou s'il a contrevenu à ce Code volontairement ou involontairement, qu'il se soumette et qu'il revienne à l'Eglise ; s'il ne se soumet pas ou s'il s'écarte de l'Eglise ne voulant pas faire ce que l'Eglise ordonne, il sera exclu de l'Eglise.

*Article 5.* — Les évêques ne doivent pas anathémiser les chrétiens pour des fautes spirituelles, mais qu'ils rappellent, deux, même trois fois, celui qui a péché, puis s'il ne leur obéit pas et s'il ne se corrige pas suivant les commandements ecclésiastiques, il sera alors exclu.

*Article 6.* — En ce qui concerne l'hérésie latine (catholique), les chrétiens convertis à l'azymia (la communion sous les espèces du pain seulement) seront ramenés au christianisme. S'il se trouve quelqu'un ne voulant pas obéir et ne retournant pas à la chrétienté, il sera condamné suivant les lois des Saints-Pères.

*Article 7.* — La Grande Eglise doit instituer dans toutes les cités et sur tous les marchés des curés qui ramèneront les chrétiens convertis à la religion latine. On émettra des ordres spirituels pour que tout le monde retourne au christianisme.

(Sous le nom de christianisme on entendait la religion grecque-orthodoxe, de même on désignait par l'expression la Grande Eglise, le Patriarchat, c'est-à-dire, le Patriarchat serbe, indépendant de celui de Constantinople).

*Article 8.* — Le prêtre latin (catholique) trouvé à convertir un chrétien à la religion latine sera puni suivant la loi des Saints-Pères.

*Article 9.* — Un hérétique, épousant une orthodoxe, peut s'il le veut se convertir à l'Eglise orthodoxe ; s'il ne se convertit pas, on lui prendra sa femme, ses enfants, on leur donnera une partie de la maison et lui sera expulsé.

*Article 10.* — Si un hérétique venait vivre parmi les chrétiens, il serait marqué sur la figure et expulsé. Celui qui le cacherait devrait être marqué de la même façon. [Cet article est destiné spécialement aux sujets serbes, autrement il ne s'expliquerait pas, car il y avait beaucoup d'hérétiques vivants dans des grandes cités, travaillant dans les mines et faisant du commerce sur les marchés, mais ceux-ci jouissaient d'un privilège spécial.]

*Article 11.* — Les évêques installent des ecclésiastiques dans toutes les paroisses, villes et villages. Peuvent être ecclésiastiques ceux qui ont reçu la bénédiction de l'évêque pour lier et délier spirituellement. Sont à chasser et à punir

par l'Eglise, suivant les lois ecclésiastiques, ceux qui ne sont pas installés par les évêques.

*Article 12.* — Le temporel ne peut pas juger une affaire spirituelle, s'il arrive que le temporel a tranché une affaire de l'Eglise il paiera 300 perpères (1), c'est à l'Eglise seule d'en connaître.

[La loi précise la compétence de la juridiction ecclésiastique. De nos jours encore il subsiste des vestiges de la compétence ecclésiastique dans les privilèges dont jouissent les églises orthodoxes dans l'Empire turc.)

*Article 13.* — Les métropolitains, les évêques et les abbés ne doivent pas être installés moyennant finance et désormais s'il se trouve un métropolitain, un évêque ou un abbé crée moyennant finances qu'il soit maudit lui et celui qui l'a institué.

*Article 14.* — Les higoumènes (abbés) ne doivent pas être installés sans la participation de l'Eglise. Les higoumènes des couvents doivent être d'honnêtes gens qui feront prospérer l'Eglise, la maison de Dieu.

*Article 15.* — Les abbés suivant la loi doivent vivre en communauté et se concerter entre eux.

*Article 16.* — Le couvent possédant 1.000 maisons peut avoir 50 moines.

(1) Un « perpère » valait vers la moitié du xiv<sup>e</sup> siècle 6 francs en métal et 10 francs de blé à la mesure moderne, suivant les recherches comparées de M. Cibraro dans son *Economie politique du Moyen Age*, II, Paris, 1859, p. 231.

*Article 17.* — Les religieux et les religieuses qui entrent dans les ordres et vivent dans leurs maisons seront expulsés et devront vivre dans les couvents (1).

*Article 18.* — Les religieux, qui sont entrés dans les ordres de la contrée, ne doivent pas vivre dans les couvents de la contrée mais doivent aller ailleurs où ils seront reçus. Cet article voulait empêcher certaines entreprises abusives des religieux faites au préjudice de la propriété du couvent. Car on savait, que les religieux ne pouvaient pas se retenir de travailler au profit de leurs parents et amis habitant la contrée.

*Article 19.* — Un religieux délaissant son habit sera puni et retenu en prison, tant qu'il ne reviendra pas à l'obéissance.

*Article 20.* — Le village où l'on aurait fait sortir des gens de leurs tombeaux pour magie, ce village devra payer l'amende vrazda (2).

(1) M. Rambaud, dans son *Histoire générale*, II, 814, raconte que c'était un véritable fléau que les religieux enfuits des couvents pendant le xi<sup>e</sup> siècle sur la péninsule balcanique. C'étaient de vrais bandits religieux, armés et à cheval qui parcouraient la Macédoine et la Morée pour poursuivre les hérétiques et pour les obliger de croire comme eux. L'autorité impériale les chassa et les força de rester dans leurs couvents. Cette article est l'expression de cette tendance.

(2) La vrazda, amende pour le meurtre dont les auteurs sont restés inconnus. En général cette amende tombait sur tout le village. L'application de la vrazda, dans l'art. 20, prouve la sévérité par laquelle on tentait d'enrayer cette coutume monstrueuse.

Le prêtre qui y aurait assisté sera excommunié (1).

*Article 21.* — Celui qui vendra un chrétien à un hérétique aura la main coupée et on lui fendra la langue.

*Article 22.* — Les gens appartenant à des nobles et se trouvant sur les biens de l'Eglise doivent retourner chacun chez leur maître. (Les gens appartenant aux nobles étaient souvent astreints au service militaire; de plus la vie était plus agréable pour eux sur les biens de l'Eglise. C'est pour cela qu'ils s'y réfugiaient.)

*Article 23.* — Les couvents ne sont pas obligés de faire des transports sauf pour le service du tsar. (Le transport pour le service du tsar était un genre de corvée, une charge très lourde.)

*Article 24.* — S'il se trouve un supérieur de l'Eglise recevant finances il sera dépouillé de tout ce qu'il possède.

(1) Cet article condamne une coutume médiévale, fréquente dans l'Europe quoique différente suivant les peuples. M. Militchévitch nous donne la description d'un cas de ce genre qui s'est passé à Podibare. A la nouvelle qu'un mort était devenu vampire, les gens du village sont allés déterrer et ouvrir le tombeau après avoir préparé des perches et des bâtons pointus. Le prêtre (pope) appelé à y assister lut le livre « le foudroyer ». « Sors, sors, dit-il, sors, sors esprit impur ! Je te conjure trois cent soixante-dix fois, va-t-en démon maudit, va-t-en dans le néant. » On fit du feu autour du tombeau, le cadavre fut percé par les perches pointues, on battit l'air avec des branches, pour empêcher le diable qui est dans le cadavre de sortir du tombeau. Tout cela fait, on recouvrit le tombeau et on crut le vampire parti.

*Article 25.* — Ne règnent sur l'Eglise que l'Empereur, le Patriarche et le Logotète (Le Logotète correspond au chancelier de l'Empire ; il remplace l'Empereur en cas d'absence.)

*Article 26.* — Toutes les églises qui se trouvent sur les terres impériales sont dispensées de toute corvée grande ou petite.

*Article 27.* — Les églises impériales ne doivent pas être soumises à la grande Eglise.

*Article 28.* — Les pauvres doivent être nourris dans tous les couvents suivant les vœux de leurs fondateurs. Si le métropolitain, évêque ou l'higoumène ne les nourrissent pas ceux-ci seront privés de leurs dignités.

*Article 29.* — Les religieux ne doivent pas vivre en dehors des couvents (Les articles 17 et 29 sont relatifs au même sujet, et prescrivent la même obligation pour les religieux.)

*Article 30.* — Aucune autorité ne peut inquiéter un religieux ou un homme de l'Eglise. Celui qui aurait péché contre eux ne sera pas béni, ni pendant sa vie ni après sa mort. S'il a commis quelque faute on le poursuivra devant le tribunal suivant la loi. Si une personne a causé dommage à quelqu'un sans l'autorisation du tribunal elle sera condamnée à payer 7 fois ce dommage. (C'était une garantie pour les ecclésiastiques, contre les attaques des nobles, soldats intempérants et brutaux, gens violents par comparaison aux ecclésiastiques.)

*Article 31.* — Les ecclésiastiques propriétaires de terres, les conserveront et seront libres. Les ecclésiastiques non-

propriétaires recevront 3 champs, suivant la loi et ils seront libres. Mais si un prêtre prenait plus de terres qu'il ne lui en revient, il serait forcé de travailler pour l'Eglise suivant la loi.

*Article 32.* — Les gens de l'Eglise, qui s'occupent des biens ecclésiastiques et qui auraient chassé les agriculteurs et les bergers de l'Eglise, seront liés, privés de leurs biens et de leurs gens, et arrêtés tant qu'ils n'auront pas ramené les gens chassés. (Règle visant les administrateurs des biens d'Eglise, administrateurs très puissants étant donnés l'étendue et l'importance des biens ecclésiastiques.)

*Article 33.* — Les habitants des biens de l'Eglise dans tous leurs procès seront jugés par leurs métropolitains. Si les parties au procès sont du même couvent elles seront jugées par lui, s'ils appartiennent à deux couvents différents, les deux jugeront.

*Article 34.* — Dans les villages impériaux, en Zagoryé (le pays de Prizrend dans la Vieille Serbie) et ailleurs, les habitants appartenant aux couvents, ne doivent être requis ni pour les travaux des vignobles, ni pour n'importe quelle corvée. Moi, Empereur, je les dispense de toutes les corvées; ils ne travailleront que pour les couvents. S'il se trouvait un propriétaire pour forcer les habitants de l'Eglise à travailler dans les villages impériaux, contrairement à la loi, ce propriétaire serait puni et privé de tout ce qu'il possède.

*Article 35.* — Moi, Empereur, j'ai transmis les couvents aux abbés pour qu'ils disposent de tous leurs biens, juments,

chevaux, moutons et toutes autres choses ; ils sont libres de faire tout ce qui leur semble convenable, recommandable et juste. Ainsi que cela est écrit dans les lettres-patentes des saints fondateurs (des couvents).

*Article 36.* — Qu'ils établissent la vie en commun des religieux, suivant la fortune du couvent.

*Article 37.* — Les temporels ne pouvant pas être des délégués de l'autorité spirituelle, les métropolitains ne doivent pas les envoyer aux prêtres. Ils ne doivent pas mener les chevaux du métropolitain (allant d'un prêtre à l'autre) ; mais le métropolitain doit envoyer deux moines aux prêtres pour trancher les affaires de l'Eglise et les prêtres leur remettront les revenus provenant des fiefs.

*Article 38.* — Désormais les poulains et les chevaux impériaux ne seront plus envoyés en pacage sur les biens des couvents, ni dans les couvents, ni dans les villages des couvents. (L'Empereur jouissait de l'important privilège de mettre partout ses chevaux en pacage ; par les articles ci-dessus, l'Empereur s'en privait au profit de l'Eglise.)

*Article 39.* — La noblesse et les petits nobles se trouvant dans mon empire — Serbes et Grecs — auxquels l'Empire a donné des terres en fief, par lettres-patentes et qui les tiennent jusqu'à ce jour, ont désormais des droits acquis sur leurs fiefs. (Les privilèges des nobles furent concédés par des « chrissobulles » sortes de lois, sur lesquelles on apposait un sceau en or.)

*Article 40.* — Toutes les lois (chrissobulles) et diplômes

établis par mon empire, ceux qu'il établira et ceux des premiers empereurs très orthodoxes qui ont concédé des fiefs, toutes ces lois et ces diplômes auront pleine vigueur. Chacun sera libre d'en disposer à son gré, de les donner à l'Eglise pour le salut de son âme ou de les vendre à n'importe qui.

*Article 41.* — Si un noble n'a pas d'enfants ou s'il en a qui meurent, après sa mort, ses terres resteront inoccupées, tant qu'on ne lui retrouvera pas de parents — neveux jusqu'au troisième degré. (Cet article est complété par l'article 48.)

*Article 42.* — Tous les fiefs seigneuriaux sont dispensés de toutes les corvées et de tous les impôts de l'Empire, sauf du Soccus (1). Ils sont dispensés également du service militaire, suivant la loi.

*Article 43.* — Il est défendu à l'Empereur, au prince héritier et à l'Impératrice de prendre par force, d'acheter ou d'échanger les fiefs seigneuriaux à moins que le propriétaire n'y consente.

*Article 44.* — Les serfs de la noblesse restent sa propriété et tombent dans l'héritage de ses enfants; les serfs ne peuvent être donnés en dot.

*Article 45.* — Dans le cas où les nobles ou autres gens ont sur leurs fiefs des églises héréditaires, ni l'Empereur, ni le Patriarche, ni d'autres évêques ne peuvent soumettre

(1) Soccus, la charrue. Impôt payé au souverain en raison et comme reconnaissance du domaine éminent qu'il a sur la terre.

les églises à la Grande Eglise (patriarcale). Le seigneur fiefieux est autorisé à installer dans cette église son moine et à le conduire à l'évêque de cette contrée pour qu'il le bénisse. L'évêque ne gouverne sur cette église qu'au point de vue religieux.

*Article 46.* — Ceux qui ont des otrocs (serfs) les conservent héréditairement. Ne peuvent les libérer que le seigneur, sa femme et son fils ; en dehors d'eux, personne ne peut faire d'affranchissement valable.

*Article 47.* — Le seigneur qui aurait soumis son église à l'autorité d'une autre, ne pourrait plus gouverner sur elle.

*Article 48.* — Quand le seigneur meurt, son cheval et ses armes seront donnés à l'Empereur ; son costume orné de perles et la ceinture en or seront donnés à son fils, l'Empereur ne doit pas les prendre. S'il n'a pas de fils et s'il a une fille, celle-ci sera libre de les donner, vendre ou aliéner.

*Article 49.* — S'il arrive qu'une armée étrangère franchit la frontière et pille le pays de l'Empereur et si elle s'en retourne par le même chemin, les seigneurs margraves sur les provinces desquelles elle passera paieront tout le dommage causé.

*Article 50.* — Le seigneur qui insulte et déshonore un petit seigneur paiera 100 perpères. Le petit seigneur qui insulte le seigneur paiera 100 perpères et sera bâtonné.

*Article 51.* — Si quelqu'un envoie son fils ou son frère à la Cour et que l'Empereur lui demande : « Peut-on avoir confiance en lui ? » et qu'il réponde : « Aies confiance en

lui autant qu'en moi » ; et s'il arrive que ce fils ou ce frère commette une faute, celui qui les aura envoyés en sera responsable. S'il servait à la Cour impériale il expiera lui-même la faute qu'il a commise.

*Article 52.* — Le père, le frère, le parent ne sont pas responsables de l'infidélité et du délit du fils, du frère ou du parent s'ils vivent dans des maisons différentes et s'ils n'ont pas commis des fautes personnelles. Le poids de la faute retombera seulement sur la maison du fauteur.

*Article 53.* — Si un seigneur prend une femme noble par force, on lui fendra le nez. Si un sebar prend par force une femme noble, il sera pendu ; s'il prend une femme de sa condition on lui coupera les mains et on lui fendra le nez.

*Article 54.* — Si une femme noble se débauche avec un homme de sa condition on leurs coupera les mains et on leur fendra le nez.

*Article 55.* — Si le sebar insulte le seigneur, il paiera 100 perpères et il sera brûlé. Si le seigneur ou le petit seigneur insulte le sebar il paiera 100 perpères.

*Article 56.* — Le seigneur ne doit pas être convoqué le soir, mais avant le déjeuner, il faut lui annoncer d'avance pourquoi on l'appelle. Si on convoque avant le déjeuner par l'exécuteur judiciaire (pristav) et s'il ne vient pas avant midi, il sera en faute et on lui prendra six bœufs.

*Article 57.* — Si le seigneur à demeure a nui à quelqu'un par malice, lui pillant ses terres, incendiant des maisons et lui cause un dommage quelconque, on lui enlèvera sa mission et on ne lui en donnera pas d'autres. (Cet article vise

le cas d'un seigneur envoyé pour des affaires d'Etat, dans des provinces où il n'avait ni maisons ni terres, mais où il jouissait du droit d'hospitalité, on voulait ainsi prévenir les atteintes portées aux droits des habitants.)

*Article 58.* — Si quelqu'un qui possède un village situé dans un district ou entre différents districts vient à mourir et si cela cause à ce village des dommages par incendie ou autrement, les districts environnants seront obligés de payer les dommages subis.

*Article 59.* — On ne peut pas acheter ni vendre la (προνία) pronia (1). Si on n'a pas de terres à soi.

*Article 60.* — On doit transporter l'Empereur en quelque lieu qu'il aille ; chaque cité jusqu'au district, chaque district au district suivant et de là à la cité.

*Article 61.* — Le noble ou tout soldat rentrant dans ses foyers ne peut être poursuivi devant les tribunaux qu'après avoir passé 3 semaines chez lui. Après ce délai on peut le convoquer.

*Article 62.* — Le noble ne peut être convoqué sans une lettre du juge, pour les autres personnes le cachet du juge suffit.

*Article 63.* — Les préposés des cités doivent percevoir leurs revenus suivant la loi. On doit leur vendre un dénar le blé, le vin, la viande qu'on vend à d'autres deux dé-

(1) Terre reçue en jouissance pour des services militaires rendus, v. chap. iv.

nars (1). Les citoyens leur vendront leurs marchandises, mais ils ne devront les vendre à personne.

*Article 64.* — Une fileuse pauvre sera dispensée des corvées comme le prêtre (v. art. 31).

*Article 65.* — Au prêtre qui n'aura pas de terres à lui, on donnera 3 champs. Tout prêtre quel qu'il soit ne doit quitter son maître et si le maître ne nourrit pas le prêtre suivant la loi, le prêtre se plaindra à son évêque, et l'évêque ordonnera à ce seigneur de nourrir le prêtre comme cela est prescrit, puis si le seigneur n'obéit pas, le prêtre est libre de s'en aller où bon lui semble. Si le prêtre possède des terres, le maître n'a pas le droit de l'en chasser, il restera libre.

*Article 66.* — Si des frères habitant la même maison sont appelés devant le tribunal, celui qui se présentera au tribunal sera seul partie au procès ; si l'un d'eux se trouvait à la Cour impériale ou judiciaire et venait à déclarer « je présenterai au tribunal mon frère aîné » on ne le forcerait plus de se présenter au procès.

*Article 67.* — Les otrocs et les méropses habitant le même village paieront les mêmes impôts et accompliront les mêmes travaux.

*Article 68.* — Charte pour les méropses et pour tout le pays. Ils travailleront deux jours par semaine au proniare

(1) M. Cibrario, dans son *Economie politique du Moyen Age*, II. Paris 1859, pp. 235-236, dit que la valeur du dénar variait, mais que le dénar vénitien qui correspondait au dénar serbe de cette époque valait à peu près 70 centimes.

(v. art. 59), ils donneront le perpère de l'Empereur et ils travailleront pour lui en bande, un jour pour la fauchaison et un jour pour la vendange, s'il n'a pas de vignobles ils travailleront pour lui encore un jour à autre chose. Tout ce que les méropses gagneront sera à eux, on ne doit pas leur prendre plus que la loi indique.

*Article 69.* — Pas d'assemblée de (sébars) serfs. Ceux qui s'assembleront auront les oreilles coupées et les yeux brûlés.

*Article 70.* — Ceux qui habitent la même maison : frères, pères, fils ou autres, mais qui vivent séparés de pain et de fortune, travailleront comme les serfs.

*Article 71.* — Si le frère, le fils ou le parent habitant la même maison commettait un délit, le chef de la famille paiera ou devra livrer le délinquant.

*Article 72.* — Si un requérant indigent se présente à la Cour impériale on lui fera justice à lui comme à tout le monde sauf aux otros.

*Article 73.* — Une pauvre femme, qui n'aurait pas les moyens d'estimer ni de se défendre en justice, peut présenter un défenseur (pristav).

*Article 74.* — Où un village établira ses pâturages d'autres villages pourront aussi les établir. Excepté dans les forêts indiquées par la loi et sur les champs dont on ne doit pas faire des pâturages.

*Article 75.* — Un district ne doit pas établir ses pâturages sur le territoire d'un autre. S'il se trouve dans le district un village seigneurial, appartenant à n'importe qui : à l'empe-

reur, le clergé, aux petits seigneurs, ce village établira ses pâturages là où les aura établi le district, on ne peut pas l'en empêcher.

*Article 76.* — Si on faisait pâturer de bonne foi dans le blé ou dans les champs, on indemniserait ce que les honnêtes gens estimeront pour juste. Si on fait pâturer de mauvaise foi on paiera le dommage et six bœufs.

*Article 77.* — Les villages qui se seront querellés paieront 50 perpères, les bergers nomades 100 perpères. Une moitié de ses amendes appartiendra à l'Empereur, l'autre au seigneur du village.

*Article 78.* — Charte pour les terres et les gens appartenant à l'Eglise. Si les églises ont des procès avec quelqu'un relativement aux terres et gens d'Eglise et que les adversaires exhibent des lettres impériales en déclarant : « Tel homme m'a fait donner cela par l'Empereur », on ne prendra pas en considération ces lettres impériales. On tranchera la question suivant mon Code en demandant mon avis impérial.

*Article 79.* — Pour les querelles relatives aux limites et aux terres des villages on s'adressera à la justice du Saint-Roi qui existe depuis sa mort (1). Si on exhibait la lettre-patente de l'Empereur en déclarant : « l'Empereur me l'a donnée et je la tiens comme la tenait mon ami avant moi. » On statuerait conformément à la lettre impériale présentée,

(1) La Justice du Saint-Roi ressemblait au jury actuel. Le Saint-Roi fut le roi Milloutine (1281-1321), v. chap. iv.

et on donnerait raison à celui qui l'exhibe à moins que l'Eglise ne soit partie au procès.

*Article 80.* — Pour les limites entre village chaque partie présentera suivant la loi la moitié des arbitres qui décideront de la question d'une façon définitive.

*Article 81.* — Charte concernant les montagnes de mon Empire. Les montagnes de l'Empereur sont à l'Empereur, celles de l'Eglise à l'Eglise et celles des nobles aux nobles, c'est-à-dire qu'elles leur appartiendront dans les limites de leurs domaines respectifs.

*Article 82.* — Si des bergers nomades se reposent dans un village, ceux qui les suivent n'y doivent pas reposer. Si on entrainait de force dans le village pour se reposer, on paierait une amende et le dommage causé.

*Article 83.* — Si deux propriétaires se présentent avec deux lettres-patentes pour la même terre, restera propriétaire celui qui la possédait jusqu'au jour de cette assemblée, on ne tiendra pas compte des lettres-patentes.

*Article 84.* — Pour celui qui aura été soumis à l'épreuve de l'eau bouillante, il n'y aura plus, ni appel ni défense. L'acquitté ne paiera pas les frais judiciaires. Devant le tribunal on ne peut pas se porter garant pour autrui, ni entreprendre des poursuites personnelles contre des débiteurs. Tout le monde sera jugé par les tribunaux.

*Article 85.* — Celui qui prononcera un mot hérétique « baboune » (1) (celui qui jurera ou blasphéméra) s'il est

(1) Les babons, babounes ou bogoumils étaient une secte religieuse, très répandue et sévèrement poursuivie au Moyen Age. M. Novakovitch : *Douchanov Zakonik*, p. 198.

noble paiera 100 perpères, s'il n'est pas noble 12 perpères et il sera bâtonné.

*Article 86.* — En cas de meurtre, le coupable sera le provocateur même s'il a été tué.

*Article 87.* — Le meurtrier commettant un meurtre inconsciemment ne paiera que 300 perpères, tandis que pour un meurtre volontaire on lui coupera la main.

*Article 88.* — Si des nobles sont partie au procès, le perdant devra garantir le gagnant en présentant des cautions.

*Article 89.* — Quand on appelle l'auteur d'un acte dommageable devant les juges et que l'ayant convoqué on reste chez soi, alors que le convoqué se rend au tribunal et attend le temps prescrit par la loi, par le fait même que le convoquant est resté chez lui le convoqué est libéré de toute responsabilité.

*Article 90.* — Les gages doivent être rachetés.

*Article 91.* — Si deux personnes sont en procès et si l'une d'elles déclare qu'elle a un défenseur à la Cour impériale ou à la Cour du juge, elle devra le présenter. Si elle l'a cherché à la cour puis ne l'a pas trouvé, elle doit immédiatement retourner devant le tribunal et déclarer « je n'ai pas trouvé mon défenseur ». Si cela arrive à midi on lui donnera un délai jusqu'au soir, si c'est le soir le délai est repoussé jusqu'au lendemain à midi. Si l'empereur ou le juge ont envoyé en mission ce défenseur pour leurs affaires, on ne comptera pas cela comme faute de celui qui l'a présenté, mais on lui laissera un délai pour présenter ce défenseur quand il sera de retour.

*Article 92.* — Si quelqu'un reconnaît son cheval monté par une personne dans une forêt, dans un endroit désert, il l'amènera au village le plus proche pour le donner en garde, puis il ira porter plainte devant le tribunal. Si le village ne traduit pas le voleur du cheval devant les juges suivant la loi ; le village paiera les dommages appréciés par les juges (1).

*Article 93.* — Le noble, qui emmènerait dans sa terre le serf d'un autre noble, sera forcé de le remplacer par 7 serfs.

*Article 94.* — Si un noble tue un serf dans une ville, dans un district ou dans un village, il paiera 1.000 perpères ; si le serf tue un noble on lui coupera les mains et il paiera 300 perpères.

*Article 95.* — Celui qui aura insulté un évêque, un moine ou un prêtre, sera tué et pendu.

*Article 96.* — Celui qui tuera son frère ou son enfant, sera brûlé.

*Article 97.* — Celui qui arracherait la barbe à un noble ou à un honnête homme aurait les mains coupées (2).

(1) Il y a difficulté à comprendre cet article, car on peut douter que le cavalier voleur suive le propriétaire dans le village, ensuite il peut y avoir erreur possible du soi-disant propriétaire.

(2) A cette époque et actuellement encore en Orient, on considère la barbe comme le signe de l'honneur et du respect ; et arracher la barbe à quelqu'un c'est lui faire la plus grande injure.

*Article 98.* — Si deux serfs s'arrachent la barbe, ils paieront 6 perpères.

*Article 99.* — Si quelqu'un incendie une maison, une aire, de la paille ou du foin, le village devra livrer l'incendiaire, s'il ne le livre pas, il devra payer le dommage causé au village incendié qui aurait autrement brûlé l'incendiaire.

*Article 100.* — Si quelqu'un incendie en dehors du village l'aire ou des foins, les personnes des environs indemniseront sauf à livrer l'incendiaire.

*Article 101.* — Dans mon empire il n'y a pas d'autres puissances que la mienne. Si le pays est envahi par une puissance belliqueuse on prendra aux envahissants les chevaux avec lesquels ils envahirent le pays. On en donnera la moitié à moi, Empereur et l'autre moitié à ceux qui furent écrasés.

*Article 102.* — Le duel judiciaire est défendu pour tout le monde ; qui se battra en duel paiera 7 fois l'amende prescrite.

*Article 103.* — Les otrocs seront jugés par leurs seigneurs en ce qui concerne leurs délits ; ils seront jugés par les tribunaux en ce qui concerne les crimes impériaux comme : le meurtre, la vrazda (1), le vol, le brigandage, et la participation à l'évasion d'un serf.

*Article 104.* — On ne doit pas envoyer un assistant du juge à une femme dans une maison d'où le mari est absent,

(1) Voyez annotation (2) sous l'art. 20 de la traduction du Code.

on ne peut non plus appeler la femme sans appeler le mari, mais la femme est obligée d'apprendre au mari qu'il doit se présenter au tribunal. Le mari n'est pas en faute tant qu'on ne le lui a pas appris.

*Article 105.* — Si devant les juges en n'importe quelle affaire, des lettres-patentes sont présentées qui contrediraient à mon Code impérial, toutes les lettres que le tribunal trouvera sans valeur, il devra les prendre et me les envoyer à moi, Empereur. (Cet article a dû être inséré postérieurement, à 1354, car l'article 171 nous dit que les lettres en contradictions avec le Code devront être purement et simplement rejetées.)

*Article 106.* — Les courtisans des nobles ayant commis quelques crimes ou délits seront jugés, s'ils sont fils de proniares par le jury composé des gens de la condition de leurs pères et s'ils sont des serfs ils seront soumis à l'épreuve du fer rouge.

*Article 107.* — Celui qui chassera le serviteur (cuisinier) ou assistant du juge, sera pillé et on lui prendra tout ce qu'il possède. (C'est pour garantir la maison des juges qui étaient souvent en mission.)

*Article 108.* — Pour les transmissions officielles (en général, c'était des cadeaux impériaux) on suivra les règles suivantes : pour une cession de terres d'un village le suppléant du juge touchera 3 perpères, pour la cession d'un district 3 perpères par village, pour un moulin 3 perpères, pour un cheval de la cité, pour un costume et pour un vi-

gnoble 1 perpère, pour une jument 6 dénars, pour le bétail 4 dénars, pour un porc 2 dénars.

*Article 109.* — Les juges qui voyagent à travers mon empire ne doivent obliger personne à leur donner des subsistances, ils ne doivent accepter que ce qu'on donne librement.

*Article 110.* — Le magicien et l'empoisonneur pris en flagrant délit seront punis suivant la loi des Saints Pères.

*Article 111.* — A celui qui aura insulté un juge, on prendra tout ce qu'il possède, si c'est un noble, si c'est un village on dispersera les habitants et on leur prendra tout ce qu'ils possèdent.

*Article 112.* — Un homme s'évadant de la prison appartenant à l'Empereur, à l'Eglise, aux nobles, puis entrant à la Cour impériale, par ce fait d'y entrer il sera libre. Ce que l'évadé a laissé chez l'homme de chez lequel il s'est échappé appartiendra à ce dernier.

*Article 113.* — Le prisonnier enfermé à la Cour impériale qui se sauverait à la Cour du Patriarche deviendrait libre. De même dans le cas contraire.

*Article 114.* — Ceux qui ont fourni des garanties pour les gens rentrant des pays étrangers dans mon empire ne paieront rien.

*Article 115.* — Si quelqu'un reçoit un homme d'un autre fief, qui s'est échappé de la justice du seigneur et s'il obtient une lettre de grâce de l'Empereur il ne devra pas se soumettre (c'est-à-dire il ne devra pas le remettre aux

main du seigneur), s'il ne l'obtient pas, il devra le rendre à son seigneur.

*Article 116.* — Ce qu'on trouve dans les pays de mon empire on ne doit pas le prendre puis dire : je le rendrai si quelqu'un reconnaît la chose comme sa propriété. Si quelqu'un prend ou enlève quelque chose volontairement il paiera ce que paient les voleurs ou les brigands. Ce qu'on trouverait dans les pays étrangers pendant la guerre on devra le porter (chose) ou le mener (l'animal) devant l'Empereur ou devant le Commandant de l'armée (le voyvoda).

*Article 117.* — Dans les pays de l'Empereur s'il y a quelque chose (gens ou biens) qui ait passé d'une cité ou d'un district étranger dans un autre, si cette chose appartenait à un seigneur avant que cette cité ou ce district soit occupé par l'Empereur ce seigneur ne pourra pas en demander la restitution. Si cela arrive après que l'Empereur ait soumis ces pays sous son autorité, on ne peut invoquer le motif suivant : c'était du temps de la guerre, quand le pays et les cités n'étaient pas à l'Empereur.

*Article 118.* — Les commerçants voyageant dans le pays de l'Empereur ne peuvent être arrêtés par force ni par un noble ni par tout autre personne, on ne peut pas leur acheter de force leurs marchandises. Qui aurait par la force délié ou déballé leurs marchandises devrait payer 500 per-pères.

*Article 119.* — Les commerçants vendant les tissus d'écarlate de qualité supérieure ou inférieure voyageront librement et sans entrave dans les pays de mon Empire et ils

vendront et achèteront librement. (Le motif pour lequel cet article fut inséré dans le Code est inconnu, mais on suppose qu'on voulait faciliter ainsi le commerce.)

*Article 120.* — Le douanier impérial ne doit arrêter ni obliger personne à lui vendre sa marchandise à un prix dérisoire. Les marchés sont libres et ouverts à tout le monde et on peut porter la marchandise où l'on veut.

*Article 121.* — Les seigneurs, les petits seigneurs ou autres personnes ne doivent pas empêcher leurs gens et les commerçants — ni leur défendre de fréquenter les marchés impériaux. Que tout le monde voyage librement.

*Article 122.* — Le seigneur arrêtant un commerçant paiera 300 perpères, si c'est un douanier qui l'arrête, il paiera 300 perpères.

*Article 123.* — Charte pour les marchés. Les forêts où les Saxons ont coupé le bois jusqu'au jour de cette assemblée, leur appartiendront. S'ils ont pris, n'en ayant pas le droit, des terres à un seigneur, leur procès sera tranché suivant la loi du Saint-Roi. Désormais les Saxons ne peuvent plus couper le bois, et les lieux où ils auront coupé le bois resteront non-occupés et non-habités pour être reboisés (1). On ne

(1) Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle les Ragusains ont amené une tribu germanique probablement de la Hongrie du Sud pour l'exploitation des mines en Serbie, qui y sont nombreuses. Les rois serbes les ont, au commencement beaucoup encouragées et favorisées par des privilèges et des concessions. Ils ont frappé la monnaie serbe en or et en argent. On peut conclure que ces Saxons sont devenus trop entreprenant et le Code a voulu préciser leurs droits.

doit pas défendre aux Saxons de couper le bois dont ils auront besoin pour le marché.

*Article 124.* — Tout ce que l'Empereur a conquis et donné aux cités grecques par des lettres-patentes et des diplômes et tout ce qu'elles possèdent et tiennent jusqu'à ce jour sera incontestablement à elles et on ne pourra rien leur enlever.

*Article 125.* — Les villes ne sont pas obligées de subir les frais de logement et de nourriture de gens de passage; ceux-ci iront chez l'hôtelier. Qu'on soit noble ou serf on donnera son cheval et tout ce qu'on possède à l'hôtelier, qui les gardera soigneusement. En partant l'hôtelier devra rendre tout ce qu'on lui aura donné. S'il y manque quelque chose il le remboursera.

*Article 126.* — Les environs de la cité seront responsables des vols et pillages commis sur leur territoire.

*Article 127.* — Charte pour la construction des cités. Les citoyens de la cité ou du district dans lequel se trouve une tour ou une cité démolies doivent les reconstruire.

*Article 128.* — Si l'Empereur a un fils à marier ou à baptiser ou qu'on ait besoin de lui construire un château ou des maisons, tout le monde y contribuera petits ou grands (nobles ou serfs) (1).

*Article 129.* — Dans chaque armée les commandants ont

(1) Un impôt extraordinaire analogue existait en France sous le nom d'aide féodal. Vuitry, *Etudes sur le régime financier de la France*, Paris, 1878, p. 384.

le pouvoir de l'Empereur, ce qu'ils ordonnent doit être obéi. Si on ne leur obéissait pas, on serait jugé comme celui, qui n'aurait pas obéi à l'Empereur. Tout ce qu'il y a à juger, petite ou grande affaire, les commandants de l'armée la jugeront seuls.

*Article 130.* — Les soldats (gens) de l'armée qui auront détruit une église seront tués ou pendus.

*Article 131.* — Pas de querelles dans l'armée. Si deux hommes se querellent, ils devront se battre en duel judiciaire et pas un soldat ne doit les aider. Si quelqu'un leur aide dans le combat, on le battra.

*Article 132.* — Si quelqu'un achète d'une personne des choses pillées dans des pays étrangers; il est libre de le faire comme si cela ne se passait pas dans le pays de l'Empire mais dans des pays étrangers. S'il arrive que quelqu'un en doute et déclare « c'est à moi », le conflit sera tranché par le jury suivant la loi et celui qui prouvera qu'il a acheté la chose à l'étranger, n'étant ni voleur, ni intermédiaire, ni complice verra sa propriété sur la chose confirmée.

*Article 133.* — Le courrier venant des pays étrangers pour l'Empereur ou revenant de chez l'Empereur vers son pays recevra les honneurs dans tous les villages où il passera. Il aura ce qu'il désire, pour déjeuner où dîner et pour continuer son voyage.

*Article 134.* — Si l'Empereur fait don de terres à un village, on paiera au logothète 30 perpères pour le diplôme, si c'est à un district, on paiera pour chaque village 30 perpères et au scribe (le diacre) 6 perpères.

*Article 135.* — Une armée marchant à travers les pays de l'Empire s'arrête dans un village, l'armée qui la suit ne doit pas s'y arrêter (comparer l'art. 82).

*Article 136.* — Les lettres (ordres) impériales doivent être obéies partout où on les présente, par l'Impératrice, par le prince héritier, par les seigneurs petits ou grands et par tout le monde. Personne ne doit faire la sourde oreille aux ordres impériaux. S'il y a des ordres inexécutables sur le champ, il faut retourner à l'Empereur et l'en avertir.

*Article 137.* — Personne ne peut restreindre les privilèges donnés aux cités impériales, ce qu'on leur a accordé ni l'Empereur ni personne autre ne peut le leur enlever. Les privilèges sont immuables.

*Article 138.* — Si on trouve dans des diplômes des mots frauduleusement ajoutés ou autrement placés que l'a ordonné l'Empereur, ces diplômes seront déchirés et l'auteur perdra ses terres.

*Article 139.* — Aux méropses de mon empire, le seigneur ne peut rien faire qui serait contraire à la loi. Ils sont obligés de travailler pour lui et de lui donner ce qui est inscrit dans les lois. S'il arrive que le seigneur a fait quelque chose au méropse contrairement à la loi, la loi de l'empire est : que tout méropse est libre de faire procès à son maître, que ce maître soit l'Empereur, l'Impératrice, l'Eglise, le seigneur impérial ou toute autre personne. Personne n'est autorisé à empêcher les méropses d'aller devant le tribunal, les juges trancheront suivant la loi. S'ils tranchent au profit du méropse et non du seigneur, le juge impérial garantira au

méropse que le seigneur lui paiera honnêtement ce qu'il lui doit ; en plus le juge garantira que ce seigneur ne fera aucun mal au méropse.

*Article 140.* — La Charte impériale. Personne ne doit recevoir un homme d'un autre fief, ni l'Etat, ni l'Impératrice, ni l'Eglise ni le seigneur ni tout autre personne sans une lettre impériale. Si on recevait un homme d'un autre fief on serait considéré comme incroyant. (La qualité d'incroyant amenait, comme conséquence, la confiscation de tous les biens.)

*Article 141.* — De même les marchés, les préposés des districts et les cités qui ont reçu ainsi un homme d'un autre fief devront être dénoncés.

*Article 142.* — S'il se trouve des seigneurs des petits seigneurs auxquels l'Empereur aurait donné des terres et des cités, pillant des villages et des gens contrairement aux lois faites par moi, Empereur, dans l'Assemblée, on leur prendra leurs privilèges et ils seront obligés de dédommager tous les dégats commis, la peine sera celle d'un fugitif.

*Article 143.* — Si un brigand pille quelque part en passant sur les terres d'un margrave et s'en retourne par les mêmes terres en emportant le butin, le margrave doit rembourser les dommages causés.

*Article 144.* — Si un seigneur, un petit seigneur ou toute autre personne s'enfuit et que les villages et les districts environnants tombent sur sa maison et sur le bétail qu'il a laissé, seraient punis comme des incroyants ceux qui auraient commis ce pillage. (Voyez annotation sous art. 140.)

*Article 145.* — Chartes impériales. Ni dans les pays ni dans les cités, ni dans les (zoupas) districts, il ne doit y avoir de brigands et de voleurs. La façon par laquelle on extirpera le vol et le brigandage sera celle-ci : les habitants du village dans lequel on trouvera un voleur ou un brigand, seront dispersés, le brigand sera pendu la tête en bas, et le voleur sera aveuglé, le propriétaire du village sera conduit, lié, devant l'Empereur et il remboursera tous les dommages causés par le voleur et le brigand, enfin il subira les mêmes peines que le voleur ou le brigand.

*Article 146.* — De même les knez (1), les chefs de l'autorité ecclésiastique du village, et les administrateurs des villages seigneuriaux seront punis par les peines ci-dessus indiquées.

*Article 147.* — Si les gérants seigneuriaux ont renseigné les seigneurs au sujet des voleurs et des brigands et si les seigneurs ont fait la sourde oreille à ces propos, ils subiront les peines destinées aux voleurs et aux brigands.

*Article 148.* — Si les juges impériaux, institués dans le pays pour rendre justice, demandent des renseignements judiciaires sur les voleurs et les brigands ceux qui n'auront pas exécuté les ordres des juges impériaux seront punis comme des désobéissants que ce soit l'Eglise, les seigneurs ou toute autre autre personne.

*Article 149.* — Seront punis de peines ci-dessus indiquées les voleurs et les brigands pris en flagrant délit. Il y a fla-

(1) Genre de maire actuel.

grant délit quand on trouve la chose volée sur le voleur ou lorsqu'on le prend sur le lieu du vol ou du brigandage, et qu'on le transmet au district, aux villages, aux propriétaires et aux seigneurs desquels dépendent les propriétaires. Ces voleurs et ces brigands ne peuvent être graciés, ils sont aveuglés et pendus.

*Article 150.* — Si on se plaint au tribunal d'un voleur ou d'un brigand qui n'a pas été pris en flagrant délit, il pourra se justifier (recuser) par l'épreuve du fer rouge que l'empereur a institué. Il prendra le fer rouge, du feu devant la porte de l'Eglise et le portera à l'autel.

*Article 151.* — Désormais la Cour d'assises sera instituée pour connaître de grandes et petites affaires. Pour les grandes affaires on emploiera 24 jurés, pour les moyennes 12 et pour les petites 6. Les jurés n'ont pas pour devoir de concilier mais de dire si l'accusé est coupable ou non. La Cour d'assises se tiendra toujours dans l'Eglise et le prêtre revêtu de ses ornements fera jurer les jurés. Dans la cour d'assises la majorité décide : la culpabilité ou la non-culpabilité sera prononcée par la majorité.

*Article 152.* — Comme cela était dans la loi de mon grand père, le Saint-Roi ; le jury sera composé pour le jugement des seigneurs par des seigneurs, pour des petits seigneurs par leurs égaux de même pour les serfs par des serfs. Le juré ne peut être ni parent ni ennemi de l'accusé.

*Article 153.* — Pour des accusés d'une autre religion et pour les marchands, la moitié des jurés seront des Serbes,

l'autre moitié sera composée de gens de leur compagnie suivant la loi du Saint-Roi.

*Article 154.* — Quand les jurés auront jugé et déclaré suivant la loi que quelqu'un est innocent, et qu'on trouvera contre celui-ci des preuves de culpabilité, moi, Empereur je ferai payer ses jurés 1.000 perpères, on n'aura plus foi en eux et ils ne pourront plus se marier.

*Article 155.* — Personne n'aura droit au logement et à la nourriture sauf le grand seigneur du district. Les petits seigneurs dont les terres touchent au district paieront la nourriture et le logement. (Cet article est incomplet, il lui manque sûrement l'explication de sa contradiction avec l'art. 123.)

*Article 156.* — Dans les pays de l'Empire les seigneurs ne doivent pas percevoir des droits de logement ni d'autres droits sauf ceux payés pour les maisons. S'il y a des districts mixtes, composés de villages appartenant à l'Eglise à l'Empereur, aux seigneurs, sans gérants et qu'il s'y trouve mon proposé du district et le juge que j'ai institué, eux seuls devront installer des gardiens sur les routes. Si quelqu'un est attaqué, volé, blessé par des brigands, il doit aller immédiatement chez les préposés qui le dédommageront et rechercheront ensuite les brigands et les voleurs.

*Article 158.* — S'il se trouve une colline déserte entre deux districts, les villages environnants en auront la garde. S'ils n'en ont pas la garde, ils seront responsables de tout vol, brigandage et dommage qui y sera causé.

*Article 159.* — Si des marchands arrivent la nuit dans un

village pour y coucher et que le gérant ou le propriétaire du village les en empêchent contrairement à la loi de l'Empire, ces derniers seront obligés de rembourser les pertes que les marchands auraient subies du fait de leur mauvaise volonté.

*Article 160.* — Si un hôte, un commerçant ou un prêtre sont pillés par des brigands ou voleurs ils devront s'adresser immédiatement à l'Empereur qui les remboursera et l'Empereur se fera rembourser par les préposés et par les seigneurs auxquels la surveillance des routes a été confiée. Tout hôte commerçant ou latin (1) doit se présenter à la garde avec tout son bagage, une garde les passera à l'autre. S'il arrive qu'il aurait perdu quelque chose, il faudra constituer un jury de gens sûrs, ce qu'ils déclarent perdu, les préposés et les gardes le leur rembourseront.

*Article 161.* — Quand deux parties aux procès débattent leurs intérêts, il ne leur est pas permis dans leurs débats de s'accuser faussement l'une l'autre, ni de s'accuser d'incroyance ni d'autres choses ; mais ils doivent parler de l'objet du procès. Quand le tribunal aura terminé ce qu'il avait à faire, ils pourront parler s'ils ont à parler, mais avant que les débats soient clos on ne peut pas les croire, peu importe ce qu'ils déclarent.

*Article 162.* — Les exécuteurs judiciaires ne doivent aller nulle part sans mon autorisation ou celle du juge et si les juges les envoient quelque part, ils leur donneront une or-

(1) Latin était le mot sous lequel on comprenait les étrangers catholiques, spécialement les Ragusains et les Vénitiens.

donnance écrite. L'exécuteur ne doit pas prendre autre chose que ce qui est écrit dans l'ordonnance, les juges garderont copie des ordonnances qu'ils ont transmis aux exécuteurs envoyés dans le pays pour exécuter des affaires. Si quelqu'un découvre que les exécuteurs ont fait ce qui n'était pas écrit dans l'ordonnance du tribunal ou qu'ils ont changé l'ordonnance ; les exécuteurs seront obligés de se justifier devant le tribunal et si le tribunal trouve que les exécuteurs ont accompli les ordonnances on les acquittera (comme non coupables) si le tribunal trouve qu'ils ont changé les ordonnances du tribunal on leur coupera les mains et la langue.

*Article 163.* — Tout juge qui juge doit inscrire le jugement rendu dans un registre qu'il doit garder, il donnera la copie de ce jugement au gagnant du procès. Les juges doivent prendre des exécuteurs bons, droits et créables.

*Article 164.* — A propos des gens (ouvriers). A ceux qui auraient accepté des gens avant cette assemblée, on peut les leur redemander devant le tribunal, comme cela était écrit dans la première loi (Edition 1349).

*Article 165.* — S'il se trouve quelque escroc, poussant d'autres gens à l'escroquerie, au mensonge et à l'intrigue il sera puni comme un voleur ou un brigand.

*Article 166.* — L'ivrogne attaquant quelqu'un ou blessant sans tuer, aura l'œil crevé et on lui coupera une main. Mais si l'ivrogne bouscule ou enlève le capuchon à quelqu'un ou s'il injurie sans blesser, on lui administrera 100 coups de bâtons, on le mettra en prison ; en le laissant sortir de la prison on lui administrera encore 100 coups de bâtons.

*Article 167.* — On ne prendra en considération que les premières déclarations des parties en procès comparaissant devant le tribunal impérial qui statuera sur ces déclarations, on ne croira pas aux déclarations postérieures.

*Article 168.* — Il ne doit pas y avoir d'orfèvres dans les villages ou districts, mais seulement dans les cités où l'Empereur les a placés.

*Article 169.* — S'il se trouve des orfèvres en dehors des marchés et des cités dans des villages, les habitants de ce village seront dispersés et l'orfèvre brûlé. S'il se trouve un orfèvre dans une cité frappant clandestinement des « dénars » (1), l'orfèvre sera brûlé et la cité paiera l'amende que l'Empereur fixera.

*Article 170.* — Les orfèvreries qui frapperont l'argent seront dans les villes de l'Empereur.

*Article 171.* — Les lettres impériales. Si j'écrivais des lettres exprimant ma colère, mon amour ou ma bienveillance pour quelqu'un et que ces lettres soient en contradiction avec le Code ou qu'elles ne soient pas conformes à la justice ou aux règlements légaux, les juges ne prendront pas en considération ces lettres ou ces ordonnances, mais jugeront et condamneront selon la justice.

*Article 172.* — Les juges statueront suivant le Code et non en crainte de moi.

*Article 173.* — Les seigneurs, les petits seigneurs, les Grecs, les Allemands ou les Serbes seigneurs ou autres, ve-

(1) Pièces d'argent.

nant à ma Cour, et amenant avec eux des voleurs ou des brigands seront punis comme des voleurs ou des brigands.

*Article 174.* — Les agriculteurs possédant des terres héréditaires des vignobles sont libres d'en disposer. Ils peuvent les donner comme dot, les céder à l'Eglise ou les vendre, à condition qu'il y reste toujours un agriculteur (au moins) au maître de ce village. S'il n'y reste pas d'agriculteur au maître du village, il est libre de reprendre les terres et les vignobles.

*Article 175.* — Le juge de ma Cour impériale jugera tous les délits qui se commettront à la Cour, si les deux parties au procès se trouvent à la Cour le juge de la Cour les jugera. On ne doit appeler personne à la Cour pour le juger, tout le monde doit aller se faire juger au tribunal de sa circonscription.

*Article 176.* — Les citoyens sont régis par les mêmes lois édictées à la première assemblée. Pour les procès qu'ils auront entre eux ils se feront juger par les préposés des villes ou par l'autorité ecclésiastique. Devant les mêmes autorités se feront les procès entre paysans et citoyens.

*Article 177.* — Si quelqu'un porte plainte contre des seigneurs habitant la Cour impériale, il la portera au juge de la Cour, qui seul les jugera.

*Article 178.* — Si le juge envoie l'exécuteur judiciaire quelque part et que celui auquel le juge l'a envoyé n'obéit pas ou repousse l'exécuteur, les juges s'adresseront, par des lettres, aux préposés et aux propriétaires de celui qui refuse d'obéir et les inviteront à exécuter ce qui a été or-

donné. Si eux-mêmes refusent, ils seront punis pour désobéissance à l'Empereur.

*Article 179.* — Les juges iront dans le pays de leur circonscription pour voir et juger les pauvres (qui ne pourraient s'adresser à eux.)

*Article 180.* — Si une personne trouve une chose volée ou pillée ou prise de force par quelqu'un, il doit en faire la preuve (1) (la voute-Svode). S'il a acheté autre part que dans mon pays, dans un pays étranger, il doit en donner la preuve, s'il n'en donne pas la preuve, il paiera suivant la loi.

*Article 181.* — Mes ordonnances impériales aux juges. S'il se présente une affaire difficile à trancher et à juger, un des juges ira avec les deux parties au procès devant le juge impérial. Tout ce que le juge décidera, il l'inscrira pour qu'il n'y ait pas de fraude et pour qu'on juge suivant mon code.

*Article 182.* — Personne n'est autorisé à convoquer son adversaire à la Cour impériale ou ailleurs, s'il est d'une circonscription dépendante d'un autre juge, il doit aller au juge de la circonscription de son adversaire qui jugera suivant la loi.

*Article 183.* — Les bergers de tout l'empire iront devant

(1) Cette preuve s'appelait Svode. Voici pourquoi : la personne sur laquelle on a trouvé la chose, doit indiquer la personne qui la lui a vendue, donnée, etc. Cette personne dira aussi de qui elle tient la chose et ainsi de suite. Par cette raison on appelait cette preuve la voute « svode ».

les juges de l'empire s'ils ont des procès entre eux pour brigandage, vol, pour meurtre, rapt d'ouvriers et contestations de propriété de la terre.

*Article 184.* — Les seigneurs et les préposés des villes et des marchés ne doivent recevoir personne dans les prisons sans lettre impériale. S'ils en reçoivent sans ordre, ils paieront à l'empereur 500 perpères.

*Article 185.* — De même celui qui administre les prisons de l'Empire ne doit recevoir personne sans lettre-patente.

*Article 186.* — Les tribunaux devant lesquels on fait appel pour les dommages qu'on a causés avant ce Code.

(Cet article n'est pas entièrement conservé il lui manque la fin).

*Article 187.* — Quand l'Empereur ou l'Impératrice ou le bétail et les chevaux impériaux voyagent quelque part et passent la nuit dans un village, aucun berger ne doit après eux y passer la nuit (avec son troupeau). S'il se trouve quelqu'un à passer la nuit dans ce village contrairement à la loi et aux ordres impériaux, le chef des bergers doit être lié et livré au village auquel il paiera 7 fois le dommage causé.

*Article 188.* — Les encaisseurs attachés aux tribunaux opéreront les encaissements suivant les jugements que les juges inscriront sur les registres.

*Article 189.* — On donnera aux gardiens des chiens et des chevaux de l'Empereur ce qui est indiqué dans la lettre.

*Article 190.* — La moitié de la récolte des glands dans le

district appartiendra à l'Empereur, l'autre moitié au seigneur dans son domaine.

*Article 191.* — Si les brigands volent les porcs appartenant à l'Empereur, ce sont les terres des environs qui les paieront. Si on vole des porcs, le gardien des porcs intentera procès au district devant le tribunal.

*Article 192.* — Pour trois affaires on ira devant l'Empereur : pour infidélité à l'Empereur, pour meurtre et pour le viol des filles nobles.

*Article 193.* — Si on trouve des chevaux volés ou autre chose, il faut faire la (preuve) voute (voyez annotation sous l'art. 180). La personne chez laquelle on a trouvé les choses volées doit faire la preuve que ce n'est pas elle qui les a volées ou en payer sept fois la valeur. Si elle dit : « J'ai acheté la chose chez tel ou tel » les juges l'acquitteront, si les juges ne l'acquittent pas, elle paiera l'amende.

*Article 194.* — Charte pour les amendes des gens de l'Eglise. Les amendes qui proviendront de ce qu'on a jugé devant l'Eglise ou devant les préposés des villes appartiendront à l'Eglise comme cela est dit dans les lettres-patentes. Suivant les lois que l'Empereur a édictées pour tout l'Empire, on installera des encaisseurs ecclésiastiques qui iront encaisser les amendes et les porteront à l'Eglise ; l'Empereur et les proposés des villes n'en prendront rien.

*Article 195.* — Les femmes ne doivent pas passer la nuit dans les Eglises ou dans les couvents sauf l'impératrice et la princesse héritière.

*Article 196.* — Ni un homme ni une femme ne peuvent

prendre la robe sans bénédiction de l'évêque. Pour tout le monde c'est la même loi ecclésiastique.

*Article 197.* — Le propriétaire d'un troupeau passant l'hiver sur les terres d'un seigneur devra lui payer, en compensation, une jument sur cent juments, une brebis avec son agneau sur cent brebis et un bœuf sur cent bœufs.

*Article 198.* — Les revenus impériaux, les soccus (1), les impositions, etc., seront payés par tout le monde — un modius (2) de blé ou un perpère. On donnera la moitié du blé au mois de novembre et l'autre à Noël. Si le seigneur ne paie pas le soccus au terme, on le liera et on le renfermera à la cour impériale, jusqu'à ce qu'il paie le double de ce qu'il devait.

*Article 199.* — Si un cheval crève dans un village sans que les villageois l'aient tué ou chassé, le village ne paiera rien.

*Article 200.* — Si le cheval d'une personne crève ou s'il est dévoré par les loups ou s'il s'est tué lui-même et si cette personne l'avait confié à un homme, le maître de cet homme devra payer sept fois la valeur du cheval.

*Article 201.* — Si le maître retrouve un serf qui s'était enfuit de chez lui dans un autre pays ou dans le pays de l'Empereur, il lui brûlera les moustaches et lui fendra le nez et ainsi il le reprendra en possession, sans lui prendre quoi que ce soit.

(1) Voyez annotation sous l'art. 42.

(2) Modius, mesure byzantine pour le blé.

## CHAPITRE IV

### LE DROIT PUBLIC DANS LE CODE DOUCHANE

Notre étude portant sur le Code Douchane au point de vue de l'histoire du droit public serbe, nous allons essayer d'extraire du Code les règles relatives à certains groupes sociaux et à certains organes du droit public dont nous montrerons le rôle et l'importance, et dont nous analyserons l'influence sur la vie de l'Etat serbe de cette époque ; nous laisserons de côté les détails infimes pour mieux faire apparaître les traits généraux et essentiels. C'est ainsi que nous avons divisé ce chapitre en plusieurs subdivisions :

- § 1. — L'empereur a) Logothète.
- § 2. — Les nobles.
- § 3. — L'Eglise et le clergé.
- § 4. — L'Assemblée.
- § 5. — La classe non privilégiée.
- § 6. — La division administrative de l'Etat.
- § 7. — Les tribunaux.

§ 1. — *L'Empereur.*

En étudiant le Code Douchane, on est surpris de s'apercevoir que la situation du souverain Empereur n'y est nullement traitée. C'est toujours l'Empereur qui parle dans la loi, mais il ne parle que rarement de lui-même et de sa situation. Nulle part, nous ne trouvons de réponse aux questions : Comment devient-on Empereur ? Quand cesse-t-on d'être Empereur ? C'est pourquoi nous sommes obligés pour les résoudre d'employer des moyens indirects en puisant surtout dans l'histoire. Le droit au trône provenait de la naissance : On devenait souverain en qualité de fils aîné de l'Empereur. Le Code, n'a pas stipulé le droit d'aînesse et de primogéniture : c'est dans l'histoire que nous apprenons qu'il en fut ainsi de tout temps (sauf dans des cas exceptionnels). Le fait est établi que seul pouvait devenir Empereur le fils aîné du souverain.

Cette condition de fils aîné se divise en deux parties : Il faut être fils et non fille du roi ; il faut, de plus, être le fils aîné. De là, découle le droit d'aînesse et le droit de masculinité, deux principes de l'ancien droit public serbe que l'on retrouve d'ailleurs semblable dans la fameuse « Lex salica » du droit public français (1).

En ce qui concerne le droit d'aînesse, l'histoire connaît des exceptions à la règle, qui sont dues à différentes cir-

(1) M. Esmein, *Histoire du droit français*, 1903, p. 105.

constances. Quant au droit de masculinité, il est toujours resté immuable. L'Etat serbe n'avait pas de femmes souveraines. Peu importe que ce soit la femme ou la fille de l'Empereur défunt, elles étaient complètement exclues du droit au trône.

Le fils aîné du prince ne devenait pas immédiatement souverain et, cependant, il ne passait pas ses jours à attendre la mort de son père. Il a son titre de « Kral » (prince héritier), nom souvent cité dans le Code. Avec ce titre, il obtenait une province de l'Etat pour la gouverner indépendamment ; mais il n'était pas dispensé d'obligations militaires. Une fois le père mort, le fils aîné était prince. C'étaient les conditions d'accès au trône, nous allons maintenant préciser et analyser les droits du souverain. Nous mentionnerons les quatre plus importants qui sont les suivants :

- 1° Le droit de légiférer ;
- 2° Le droit d'user de la force armée ;
- 3° Le droit de donner des terres ;
- 4° Le droit d'accorder des privilèges.

1° *Droit de légiférer.* — Considérons d'abord le droit de légiférer de l'Empereur.

Le Code Douchane nous fournit quelques détails précieux à ce sujet. Le plus important et le plus saillant nous apparaît dès le début du Code où il est dit textuellement : « Ce Code fut fait par ..... et par moi, très croyant tsar ..... ». Ce texte est explicite ; il s'agit là du droit que possède le souverain de faire des lois, de légiférer (*jus leges preescribendi*).

Il est vrai que ce droit, comme on le voit d'après le texte, n'était pas spécial à l'Empereur. Celui-ci, d'après Krstitch, (1) le partageait avec le Clergé et la Noblesse dans une égale mesure. Mais nous sommes plutôt tentés de croire que l'Empereur avait le rôle prépondérant dans la confection des lois, qu'il les préparait d'avance, ou tout au moins qu'il avait ses projets de lois (pas dans le sens moderne) prêts avant de les déposer à l'Assemblée. Ces projets subissaient des modifications suivant les désirs et les vœux des nobles et du clergé. Un fait qui nous induit encore à conclure au rôle prépondérant de l'Empereur dans la confection des lois, c'est l'existence des Chrissobulles, diplômes par lesquels le souverain faisait des dons et accordait des privilèges à des cités, couvents, etc. Ces Chrissobulles contenaient souvent des indications fort importantes : certaines, d'un intérêt général, furent postérieurement confirmées par l'Assemblée, par exemple l'article 40.

Mais ce qu'il est important de signaler en ce moment c'est que ces chrissobules (diplômes) étaient élaborées sans l'assentiment ni du clergé, ni de la noblesse ; qu'elles étaient, en un mot, l'œuvre de l'Empereur. Le prince en qualité de souverain de l'Etat faisait certains actes, puis dans un intérêt général, il les étendait à tout le monde en les faisant confirmer par l'Assemblée. De cette façon le rôle législatif de l'Empereur ne nous paraît pas

(1) *A propos du Code Douchane*, 1887, p. 80.

égal à celui de la noblesse et du clergé, comme le prétend M. Krstitch, mais de beaucoup supérieur (1).

2° *Droit d'user de la force armée.* — Le second droit de l'Empereur était d'user de la force armée, droit aussi important que le premier surtout à cette époque — le Moyen-Age — où la force armée était le facteur politique le plus important puisque tous les droits se fondaient sur la force.

L'armée se composait des nobles et de leurs gens. Tout noble était sous l'autorité de l'Empereur ainsi que nous le fait comprendre l'art. 48 : « Quand le seigneur meurt, ses armes et son cheval sont donnés à l'Empereur ».

Le cheval et les armes du noble étaient considérés comme les signes de sa fonction militaire, de même cet acte de transmission des armes et du cheval montrait que le noble vivait toujours soumis à l'Empereur.

Afin de pouvoir user de la force armée, le Tsar Douchane avait introduit dans le Code certaines prescriptions relatives à son organisation. L'article 129 dit en effet : « Dans chaque armée, les Commandants ont le pouvoir de l'Empereur : ce qu'ils ordonnent doit être accompli... » D'après cet article, il est facile de conclure que l'Empereur avait le pouvoir absolu sur l'armée, puisque c'était lui qui conférait ce même pouvoir aux Commandants des troupes.

3° *Droit du souverain de donner des terres.* — Le Code nous apprend que les nobles étaient astreints à fournir à l'Empereur des chevaux et même de l'argent (l'aide féodale),

(1) M. Krstitch, *A propos du Code Douchane*, 1857, p. 80.

art. 42 et 48 du Code Douchane. Afin de satisfaire aux exigences impériales, les nobles devaient avoir des ressources où ils pouvaient trouver les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs obligations. La terre les leurs fournissait. Ils la recevaient du souverain avec le droit d'exploitation sous les conditions de l'article 42. « Tous les fiefs seigneuriaux sont dispensés de toute corvée et de tout impôt de l'Empereur, sauf du soccus (1) et du service militaire (suivant la loi).

Le droit de donner des terres appartenait donc au souverain. Ce droit était antérieur au Code qui n'a fait que de le confirmer. La preuve en est donnée par l'article 39 : « ...auxquels l'Empereur (serbe) a donné des terres en fief, par lettres-patentes, et qui les tiennent jusqu'à cette assemblée, leurs droits sur ces fiefs sont acquis ».

L'Empereur maintient les fiefs donnés par ses prédécesseurs. Il est donc naturel que lui-même jouisse des mêmes droits et puisse à son tour en donner, et c'est ce qu'il a fait très souvent au profit des églises et couvents ainsi d'ailleurs qu'au profit des particuliers.

4° *Droit d'accorder des privilèges.* — A ce droit de donner des terres s'en ajoute un autre très fréquent et souvent mentionné dans le Code : c'est le droit de récompenser des œuvres bonnes et utiles et d'accorder des privilèges à certaines personnes — le *jus gratias faciendi* et le *jus privilegia donandi*. C'est dans des buts différents, politiques ou économiques, que l'empereur a souvent usé de son droit

(1) Voyez annotation sous l'art. 42 du texte du Code Douchane.

d'accorder des privilèges. Il le faisait dans des buts différents : Aux commerçants de Raguse il accordait des privilèges pour la vente des tissus d'écarlate, pour développer le commerce entre Raguse et la Serbie. Il accordait des privilèges aux couvents pour aider à leur établissement et subvenir à leur entretien, etc.

D'après ce que nous venons de dire, on peut résumer la situation de l'Empereur de la façon suivante :

Le pouvoir impérial, presque absolu (1), est héréditaire ; on l'acquiert en qualité de fils aîné du souverain ; il s'étend sur tout l'empire.

L'empereur a le droit de légiférer ; il a l'imperium militaire et possède le droit de donner des terres et d'accorder des privilèges.

Il est le centre de la vie de l'Etat ; selon ses capacités et son intelligence ses pouvoirs augmentaient ou diminuaient. Ainsi l'a prouvé le tsar Douchane en faisant de l'Empire serbe un Etat politique et administratif semblable à celui de Byzance, de même l'a prouvé, lui aussi, mais dans un sens contraire, son fils le tsar Ouroche qui, par son manque d'énergie, a laissé rétrécir le cercle de ses droits dans l'inté-

(1) Les idées et théories byzantines d'autocratie impériales ont dû sûrement subir des changements quand on les a implantées en Serbie, car nous croyons que l'imitation prend rarement la forme d'une simple transplantation d'une institution étrangère, mais plutôt celle d'une adaptation de cette institution à d'anciennes conditions existantes créées par le passé tout entier de la nation.

rieur au profit de la puissance des nobles et qui, à l'extérieur, contribua à mener son Etat à la débâcle.

*a) Le Logothète.*

L'Empereur ne pouvait pas remplir toutes ses fonctions personnellement surtout en ce qui concernait ses fonctions de chef de l'armée ; ses préoccupations étaient plutôt d'un caractère militaire, par conséquent il devait négliger les autres ou en charger certaines personnes. L'histoire serbe et le Code Douchane ne connaissent qu'une seule personne qui fut chargée de remplir les fonctions incombant à l'Empereur. Cette personne fut le Logothète, Grand Chancelier de l'Empire. Cette institution est sûrement une mauvaise et incomplète copie de l'institution byzantine.

Dans l'administration byzantine, au temps de Justinien, on désignait d'une façon générale les hauts fonctionnaires de l'administration financière sous le nom de Logothète. Avec le temps il change de nom et de fonction, ainsi au x<sup>e</sup> siècle nous trouvons le grand logothète, grand chancelier de l'Empire (1).

Dans les premiers temps de l'Etat serbe, le logothète n'était qu'un simple diacre chargé des écritures auprès du souverain, sans aucun rôle politique. Sous les rois Miloutine et Etienne Detchansky et par suite de changements appor-

(1) M. Yovanovitch, *Les Logothètes dans l'Eglise et dans l'Etat serbe*. Belgrade, 1883.

tés à certaines institutions dans l'Etat, l'importance du Logothète croit et ses fonctions se transforment en fonctions publiques. On distingue le grand et le petit logothète (diacre et archidiacre). Mais cette distinction ne reposait que sur la confiance plus ou moins grande qu'on avait dans ces deux logothètes. Sous l'empereur Douchane les logothètes sont employés à des services de la Cour ou à des services de l'Etat. Le grand logothète devient secrétaire de l'Etat et de l'Empereur, mais sans aucun caractère d'indépendance ou d'autonomie quelconque. Son influence est considérable sur les écrits rédigés dans la chancellerie impériale. En qualité de confidents du souverain ils négocient et concluent des traités avec des Etats voisins. Ils signaient : « favoris de l'Empereur » apposant le sceau impérial sur des écrits. La qualité de secrétaire personnel de l'Empereur entraînait avec elle la fonction de conseiller de l'Empereur et surtout le droit d'assister avec les autres notables à l'Assemblée de l'Etat. En plus les logothètes avaient le contrôle des affaires de l'Eglise, l'article 25 du Code Douchane nous en donne la preuve : « Ne règne sur l'Eglise que l'Empereur, le Patriarche et le Logothète ».

La situation de logothète était une situation lucrative, car le Code Douchane dans l'article 134 lui accorde certains revenus en cas de dons faits par l'Empereur. Ainsi pour chaque village donné il recevait 30 perpères en délivrant le diplôme, si c'est un zoupa (district) qui était donné, il recevait 30 perpères par village et le diacre recevait 6 perpères pour frais d'écriture.

§ 2. — *Les Nobles.*

Dans l'ancien Etat serbe, on distinguait deux classes sociales bien différentes l'une de l'autre : la classe privilégiée et la classe non privilégiée. Les individus appartenant à la première jouissaient d'une liberté complète ; quant à ceux qui faisaient partie de la seconde, ils ne possédaient qu'une liberté limitée. On trouve d'ailleurs une distinction sensiblement analogue dans tous les Etats, particulièrement en France.

Considérons tout d'abord la classe privilégiée. En Serbie, à l'époque de Douchane, cette classe comprenait deux sortes de gens : les nobles et le clergé. Les premiers jouaient dans l'Etat un rôle prépondérant. Chez eux, l'Empereur puisait toute sa puissance ; ils prenaient une grande part à l'administration du pays ; ils étaient les conseillers les plus appréciés du souverain dans la solution de toutes les affaires de l'Etat. De plus c'étaient les nobles qui composaient l'armée.

Nous ne connaissons malheureusement que fort peu l'origine de la noblesse (vlastela) serbe.

Elle est, très vraisemblablement, la résultante d'une période d'anarchie profonde existant avant le règne de la dynastie des Nemanya puis d'un travail de régularisation, de sélection et de tassement opéré à cette dernière époque.

Il est intéressant de constater que les trois plus importants monuments juridiques slaves de la même époque : le Code

Douchane, la Majestas Carolina (1) et le Statut de Vislitzky, élaborés sous les trois plus importants souverains slaves : le tzar Douchane de Serbie, Charles X, roi de Bohême et Casimir le Grand, roi de Pologne, ont été faits avec la collaboration de la Noblesse. Il est même prouvé que l'établissement de ces trois monuments provenait en partie du désir des nobles de régler leurs relations avec le souverain.

Ils formaient en effet des sortes de constitutions féodales écrites, destinées entr'autres à limiter les privilèges des nobles dans leur croissance à l'infini (2).

Les nobles de l'époque du Code formaient deux catégories : les seigneurs fiefeux (Bachtiniks)... et les proniars.

Les droits des premiers sur la terre n'étaient pas les mêmes que ceux des seconds et c'est là ce qui différenciait les uns des autres.

Le seigneur Bachtinik pouvait disposer de ses terres, les aliéner, les laisser en héritage à ses successeurs. La terre d'un tel noble s'appelait « Bachtina » et son propriétaire « Bachtinik ». En réalité la bachtina n'est autre chose que l'allodium que nous connaissons sous le nom franc d'« alleu » (3).

Le proniare, au contraire, n'était qu'un usufruitier. Il ne possédait sa terre que pendant un délai déterminé avec le

(1) Sous le règne de Charles IV, un Code complet contenant le droit politique, le droit civil, le droit criminel et la procédure, est rédigé et promulgué sous le nom de Majestas Carolina.

(2) Dr Miouchkovitch, *Le système dans le Code Douchane*.

(3) Esmein, *Histoire du droit français*, 1903, pp. 216-220.

droit d'usage et d'administration. C'était en un mot une sorte de récompense accordée par le souverain en reconnaissance de services rendus soit à la guerre, soit dans d'autres circonstances. (1)

I. *Les Bachtiniks*. — Nous parlerons d'abord des Bachtiniks. La situation privilégiée des nobles provenait de leur fortune immobilière à peu près l'unique richesse de cette époque. En général, tout noble était propriétaire foncier-Bachtinik. (2).

On devenait Bachtinik de deux façons : 1° en héritant d'un bachtinik ; la bachtina étant héréditaire ; 2° par la volonté de l'Empereur, manifestée par un diplôme chrissobulle (nom emprunté au grec). Le premier moyen de devenir bachtinik est incontestable. La bachtina est héréditaire ; le Code nous le prouve plusieurs fois et particulièrement dans l'art. 41 : « Si un noble qui n'a pas d'enfant, ou dont les enfants sont décédés, vient à mourir, ses terres resteront inoccupées jusqu'à ce qu'on retrouve des parents, neveux, jusqu'au troisième degré ». Cet article se rapporte à la succession de la bachtina en en limitant la possibilité au troisième degré de parenté. Si jusqu'à ce degré le noble n'a pas de parents,

(1) Markovitch L., *Duschans Gesetz*.

(2) Faisons remarquer à ce sujet que le système féodal qui s'étendait à cette époque sur tout l'ouest de l'Europe est inconnu dans l'histoire des peuples slaves. Sigel, *Lectures on slavonic law*. London 1902.

ses biens retournent probablement au roi. Mais le Code à ce sujet ne dit rien. (1)

L'article 41 est complété par l'art. 48 : « Quand le seigneur vient à mourir, son cheval et ses armes sont donnés à l'Empereur. Le fils de celui-ci reçoit le costume orné de pierres et la ceinture en or. L'empereur ne doit pas les prendre. S'il n'a pas de fils, c'est à sa fille qu'ils reviennent et celle-ci en dispose comme il lui plaît ». Ces deux articles sont les seuls relatifs à l'hérédité des biens nobles et ils suffisent pour établir d'une façon incontestable que les terres nobles, les bachtinas étaient héréditaires.

Aucun texte du droit serbe n'a traité la question du droit d'aînesse et du droit de masculinité, de même le Code n'en a nullement parlé. Ce manque de texte nous donne la liberté de croire que l'homme noble n'avait pas plus de privilèges au point de vue de la succession que la femme noble.

Le deuxième moyen de devenir Bachtinik consistait à obtenir du souverain un diplôme conférant le titre, et la propriété d'une terre. L'Empereur pouvait l'accorder de sa propre autorité ; mais il ne pouvait pas faire don d'une terre appartenant déjà à un autre noble.

Relativement à ce deuxième genre d'acquisition des terres, le Code contient deux articles qui nous fournissent des indications très précieuses : ce sont les articles 39 et 40.

(1) Markovitch L., *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, 1908.

Dans l'art. 39, on confirme les lettres-patentes par lesquelles l'empereur ou ses prédécesseurs ont fait don de terres aux nobles. Le droit de Bachtiniks furent donc encore une fois légalement reconnus (1).

L'art. 40 reproduit les indications de l'art. 39. Il donne en plus, force de loi aux dons que l'Empereur fera dans l'avenir. On y stipule aussi pour ceux qui ont obtenu des terres, le droit d'en disposer à leur gré, de les « donner à l'Eglise pour le salut de leur âme, ou de les vendre à n'importe qui ».

La Bachtina pouvait être très grande : Elle ne consistait pas uniquement en terres cultivables ; souvent elle comprenait des villages entiers, mais elle appartenait dans ce cas à un grand seigneur, le petit seigneur ne possédant que des terres.

C'était là, d'ailleurs, un des signes de distinction (les autres étant peu connus entre les seigneurs (Vlastela) ou haute noblesse, et les petits (Vlastalici) ou basse noblesse.

Maîtres de leurs terres, les seigneurs et les petits seigneurs, avaient des obligations envers le souverain. Ils devaient entr'autres faire la guerre dans l'armée impériale, et là, encore, la différence de fortune amenait une distinction entre la haute et la basse noblesse. Etait en général commandant le seigneur qui avait sur ses terres un grand

(1) Art. 39, La noblesse et les petits nobles se trouvant dans mon empire. Serbes et Grecs auxquels l'Empire a donné des terres en fief par lettres patentes et qui les tiennent jusqu'à ce jour ont désormais des droits acquis.

nombre de gens qui devaient le suivre comme lui, suivait l'empereur. Le petit seigneur ayant moins de terres, moins de gens, occupait dans l'armée un rang inférieur et restait soumis aux ordres des seigneurs (1).

Nous connaissons entre la haute et la basse noblesse, une autre différence qui nous est fournie par le Code lui-même et qui est relative au droit criminel. L'article 50 dit : « Le seigneur qui insulte et déshonore un petit seigneur doit payer 40 perpères. Le petit seigneur qui se rend coupable des mêmes faits vis-à-vis d'un seigneur paiera 100 perpères et sera bastonné ». La différence est éclatante : un seigneur, pour s'être rendu coupable d'injures et de faits déshonorant envers la personne d'un petit seigneur, n'était condamné qu'à une amende en argent, tandis que le second qui commettait la même faute envers un seigneur subissait, en plus de la condamnation pécuniaire, une peine infamante.

Mais revenons à la différence des nobles en ce qui concerne la richesse ; nous avons à y ajouter un trait caractéristique. Le petit seigneur (Vlastelicic) avait un droit de propriété absolu sur ses terres (2). Il n'en était pas de même du grand seigneur. Ce dernier avait deux sortes de droits de propriété que nous allons mettre en lumière.

Quand l'empereur cédait à un noble une grande bachtina comprenant plusieurs villages, le nouveau bachtinik n'acquerrait la propriété proprement dite, que sur la terre prise

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, 1898, p. 151.

(2) M. Markovitch L., *Duschans Gesetz*.

personnellement par lui en possession effective. Cette terre était sa propriété dans le sens large du mot. Il s'occupait lui-même de l'exploitation et de l'administration. Sur le reste de la Bachtina cédée par l'empereur, le seigneur avait aussi un droit de propriété, mais plus restreint. La seconde partie des terres était habitée par des paysans et fut visée en effet d'une manière indirecte par le diplôme impérial. Il est douteux que le seigneur ait eut un droit de propriété absolu sur cette partie de la Bachtina qui avait, comme nous allons le prouver, plutôt le caractère de droit public que de droit privé. Pour bien comprendre la nature du droit de propriété, il faut distinguer deux sortes de terres. La première est celle, comme nous le disions plus haut, qui se trouve dans la possession personnelle du seigneur. Celui-ci l'exploite avec l'aide de domestiques et de paysans qui lui doivent des services. Sur ce genre de terres, le seigneur a un droit de propriété absolu.

La seconde espèce de terres appartient aux paysans de condition libre, mais liés à la terre. Sur ces terres, il existait en réalité deux droits : celui des paysans et celui du seigneur bachtinik. Le propriétaire direct, c'est le paysan et non le seigneur. C'est le paysan qui est le propriétaire comme possesseur direct de la terre ; mais malgré tout, son droit de propriété n'est pas absolu. Il est lié à certaines obligations que le paysan a vis-à-vis du seigneur. Ces obligations sont attachées à la terre, en ce sens que, quelle que soit la personne du seigneur possesseur de la bachtina, le propriétaire de la terre doit respecter ses droits et veiller

à ce que les obligations qui lui sont dues soient exécutées (1).

Le seigneur avait le droit d'exiger des prestations en argent et en nature de ses paysans, non pas en vertu d'un contrat de droit privé, mais bien plutôt parce que le seigneur, représentant du souverain, fonctionnait comme organe administratif. C'était donc un contrat de droit public qui liait le paysan au bachtinik.

Le paysan pouvait prendre en possession une terre, mais par ce fait même, il se soumettait à l'autorité du seigneur à qui cette terre appartenait comme bachтина ou à l'autorité du souverain si cette terre n'appartenait à personne.

Quelles étaient donc les prestations dûes par les paysans aux bachtiniks ? Le Code ne les indique pas, mais quelques actes royaux, les chrissobulles nous donnent à ce sujet des indications. Dans leurs bachtininas, les seigneurs n'avaient pas une puissance illimitée. Une chrissobulle traitant la question des dons de terre aux couvents et aux églises, touche aux prestations tant en nature qu'en argent, que les paysans devaient aux établissements de ce genre qui recevaient des terres comme bachtininas. D'ailleurs, que des terres soient données à des établissements religieux ou en propriétés héréditaires à des nobles, les prestations à fournir par les paysans restaient les mêmes.

II. *Les Proniarses*. — Le mot proniare vient du grec, et signifie soin, administration. C'est pour cela que le droit des

(1) M. Markovitch L. *Duschans Gesetz Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, t. XXI.

nobles recevant des terres pour en jouir et les administrer fut appelé pronia, et le titulaire de ce droit « le proniare ». Cette institution a une grande analogie avec l'institution du « beneficium » du droit byzantin et du droit romain : la pronia ressemblait en tous points au beneficium mais il y avait dans celui-ci des germes de féodalisme qui ne se sont développés ni à Byzance ni en Serbie (1).

M. Esmein définit ainsi le bénéfice en France sous les Carolingiens : « C'est une terre concédée, gratuitement et à titre viager, d'ordinaire par un seigneur à son vassal. C'est une institution pratiquée à la fois par la royauté, l'Eglise et les laïcs puissants, mais ce sont les bénéfices royaux qui ont eu le plus d'importance et qui, peut-être, ont servi de modèle à tous les autres. Dans un sens large le beneficium est tout acte contenant une concession gracieuse, et, par là même, un bienfait » (2).

Il est étonnant de constater que les biens pronias ont pris en Serbie fort peu d'expansion ; ils étaient plutôt l'exception. En général, on possédait des terres par héritage. Il était rare qu'on les reçut sous forme de solde.

Les idées sur la forme de la propriété en ce qui concerne les terres héréditaires — les bachtinias, étaient telles qu'il était impossible de concevoir qu'une bachтина puisse se transformer en terre de solde et qu'un bachtinik devienne

(1) Z. v. Lingenthal, *Geschichte des griechisch. römischen Rechtes*, 1877, p. 261.

(2) Esmein, *Histoire du droit français*, 1903, p. 133.

ainsi le vassal d'un seigneur autre que l'Empereur. Nous avons dit que l'attribution d'une bachtina provenait de la volonté royale exprimée dans un diplôme — chrissobulle. Il en est de même pour la pronia. Le souverain voulant récompenser un noble pour des services rendus, lui donnait de grands biens pour en jouir et les administrer. De telles récompenses en natures étaient fréquentes dans toute l'Europe, au Moyen-Age (1). Le souverain donnait les terres qui n'étaient pas encore occupées par un autre noble, les terres libres. Il autorisait le bénéficiaire à lever certains impôts sur les paysans, qui, par là même, étaient dispensés de les fournir à l'Empereur. Ainsi, au lieu d'être en rapports directs avec le souverain, les paysans étaient en rapports avec son représentant le proniare. Les droits de celui-ci sur la terre avaient une certaine durée. En général, ils demeuraient jusqu'à la mort de l'ayant-droit ; après quoi, la terre

(1) La même coutume existait en Russie, mais elle avait été établie dans un but différent. Voilà ce que M. Kovalewsky en dit : « La pratique sur une vaste échelle de ce système de doter les gens de service de bénéfices territoriaux était certainement faite pour attirer en Moscovie un grand nombre d'aventuriers militaires venant de toutes les parties de la Russie ainsi que des pays qui l'avoisinaient à l'Est et à l'Ouest ». Nous croyons qu'en Serbie ce n'était pas le but des bénéfices accordés aux militaires. Le but du système de doter les gens de service était d'abord de les récompenser et ensuite de les établir d'une façon permanente, car une fois établis ils pouvaient rendre d'autres services à l'Empereur. Kovalewsky, *Institutions politiques de la Russie*, p. 43. Paris, 1903.

redevenait libre et pouvait être de nouveau donnée comme pronia à un autre noble.

Le code ne nous fournit pas d'indication précise sur la nature du droit pronial; mais du caractère même de la pronia, il est évident que celle-ci n'est pas héréditaire. Le droit du noble à la pronia est purement personnel et non transmissible. Les proniaires étaient en quelque sorte des fonctionnaires de l'Etat. Ils rendaient dans l'administration et dans l'armée surtout, de nombreux services et leurs gages consistaient pronias; ils jouissaient tant qu'ils pouvaient continuer à rendre des services; le proniaire mort, il n'y avait plus de raisons de laisser la famille du défunt bénéficier de ses droits puisqu'elle ne rendait pas les mêmes services.

L'article 59 dit d'une façon formelle que la pronia est intransmissible : « On ne peut pas acheter ni vendre la pronia si on n'a pas de terre à soi ».

Le proniaire, s'il ne devient pas bachtinik ne peut pas disposer de son droit; autrement dit, il ne peut pas vendre la pronia et personne n'a le droit de l'acheter. Il ne peut pas, non plus, en faire don à l'Eglise. S'il le faisait, le don était nul.

Cette indication aussi peut servir à nous prouver que la pronia n'était pas héréditaire. Le fait d'en interdire la transmission semble bien nous montrer que la volonté du législateur était de conserver les biens pronias comme tels,

afin qu'ils demeurent sous l'autorité et à la disposition du souverain (1).

Le Code ne dit rien au sujet des obligations du proniaire, mais il mentionne celles des nobles (margraves) dont les terres se trouvaient à la frontière. Or, il est fort probable que les obligations de ceux-ci étaient analogues à celles des proniaires. Selon les art. 49 et 143, les seigneurs margraves

(1) On pourrait établir un parallèle entre les tenures militaires accordées aux proniaires, récompense des services rendus aux souverains serbes et celles que reçurent les « thanes » anglo-saxons et, plus tard, les chevaliers de l'Angleterre féodale. Le fait est bien connu que dans le temps de Beda, la terre cultivée était tellement considérée comme l'apanage naturel des gens de service, que des rois anglo-saxons furent blâmés de la sotte libéralité qu'ils avaient montrée en concédant à des monastères des terres qui auraient dû être exclusivement réservées à la rémunération des services militaires. Cette idée reparut plus d'une fois dans l'histoire du continent européen. Charles Martel lui-même, dota, pour les mêmes raisons, des compagnons d'armes de terres qui se trouvaient déjà en la possession du clergé.

Les bénéfices militaires répondent au besoin de rémunération par des dons de terre des services rendus à l'Etat, besoin qui était commun à toutes les monarchies féodales du moyen-âge. (Kovalevsky, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne Russie*). La terre était en effet l'unique richesse et les espèces monétaires manquaient ou n'étaient que d'un usage assez rare.

L'institution des proniaires en Serbie, des Thanés en Angleterre et celle qui existait sous Charles Martel en France ne sont pas de la même époque, mais cela contribue à démontrer que les différents pays ont presque les mêmes stades dans leurs évolutions. Kovalevsky, *Institutions politiques de la Russie*. Paris, 1903, p. 41.

devaient veiller à la sauvegarde des provinces limitrophes. En cas de manquement à ce devoir, le Code prévoit des peines très sévères. L'article 49 dit : « Les seigneurs margraves qui laisseront passer sur leurs provinces, l'armée étrangère, paieront tout le dommage causé ». Il est douteux que cette obligation de sauvegarde ait été spéciale aux margraves, mais il est également douteux qu'elle pesait aussi sur les proniars.

Les droits des nobles bénéficiaires d'une province étaient fixés par la loi. Le proniar ne pouvait demander au paysan que ce qui était prévu par le Code. Les rapports étaient donc réglés entre les proniars et les paysans et ceux-ci étaient à l'abri de tout acte arbitraire de la part des premiers. Le souverain, d'ailleurs, exerçait un contrôle sur les proniars, et ceux qui dépassaient les limites légales de leurs droits pouvaient être privés de leur bénéfice. De plus, quand ils commettaient des actes criminels, ils étaient poursuivis pénalement.

L'article 68 du Code contient quelques indications importantes au sujet des droits du proniar.

Ainsi, tous les paysans lui devaient, par semaine, deux journées de travail et la somme d'un perpère par an. Ils devaient en plus à la période de fauchaison un jour de travail, ainsi d'ailleurs qu'à la saison des vendanges. Si le seigneur ne possédait pas de vignobles, les paysans devaient travailler pour lui à autre chose.

Une pronia devait être transformée en bachtina, c'est-à-dire qu'une terre de solde pouvait devenir terre héréditaire.

Mais cette transformation ne pouvait s'accomplir qu'en vertu d'un acte du souverain. Cet acte donnait au propriétaire tous les droits d'un bachtnik, entr'autres celui de pouvoir à son gré disposer de sa propriété. La terre devenait ainsi héréditaire et cessait d'être terre de solde.

### § 3. — *L'Eglise et le clergé*

Le clergé contribuera ainsi que la noblesse aux travaux législatifs de l'Assemblée et à la confection du Code, étant l'une des classes sociales la plus privilégiée dans l'ancien Etat serbe. L'Eglise étant la pierre fondale de l'organisation sociale à cette époque, il est naturel que le Code s'occupe de la situation du clergé, qui a joué un grand rôle non seulement en Serbie, mais dans toutes les sociétés se trouvant à cette période de développement organique. Suivant l'exemple grec, les souverains serbes considéraient comme de leur devoir d'aider à l'établissement et à la propagation de la chrétienté, en faisant des dons et créant des fondations en faveur des couvents et des églises. Le prestige social et la situation matérielle du clergé se trouvaient donc ainsi assurés.

Les trente-huit premiers articles du Code Douchane traitent du droit ecclésiastique. Les articles sont tirés soit du Nomocanon de Photius (1) (publié en 883), soit du Syntagma

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. X.

de Vlastare (publié en 1335) faisant partie du droit canonique de l'Eglise orthodoxe.

Nous distinguons dans les 38 articles du Code, qui se suivent (chose exceptionnelle) l'un après l'autre dans le Code, deux groupes de règles concernant l'Eglise : 1° les règles concernant son organisation ; 2° les règles relatives à ses privilèges.

La règle la plus importante nous est exposée dans l'art. 12 ; elle concerne la séparation de l'autorité temporelle et de l'autorité ecclésiastique au point de vue juridictionnel. L'idée est exprimée d'une façon nette et précise ; elle est en outre complétée par une sentence. A ce sujet, l'article est formel, et il ajoute : « Si le temporel juge une affaire spirituelle, il paiera 300 perpères : c'est à l'Eglise seule de juger les affaires spirituelles. »

L'Eglise avait le pouvoir de juridiction sur ses gens et les habitants de ses terres, en qualité de bachtnik. C'était donc indirectement que l'Eglise avait le droit de juger : c'était la terre qui le lui donnait pareillement aux nobles, et si celle-ci sortait de sa possession, par ce fait même, l'Eglise perdait son droit de juridiction.

Cette compétence de l'autorité spirituelle au point de vue juridique, dont parle l'article 12, ne s'étend qu'en ce qui concerne les gens demeurant sur les terres de l'Eglise, les bachtnas ecclésiastiques dont le caractère quasi-féodal était nettement marqué.

D'une manière plus générale, il est établi par l'art. 4 que dans les affaires religieuses tout le monde devait obéir à

son archevêque, sous peine d'être excommunié, ce qui était à cette époque une peine des plus graves.

Le législateur voulant aider l'expansion de l'Eglise orthodoxe ne se contenta pas de lui accorder certains droits et certains privilèges, il inséra encore dans le Code quelques articles par lesquels il limitait et même excluait la religion catholique, l'unique concurrente de l'Eglise orthodoxe (1). Ainsi l'art. 6 ordonne aux personnes converties à la religion catholique de retourner à l'Eglise chrétienne orthodoxe. En cas de non obéissance toutes ces personnes seront condamnables suivant les lois des Saints Pères (2). La religion catholique était considérée comme hérétique et traitée comme la véritable hérésie. L'art. 7 est très caractéristique à ce sujet, on y prescrit que l'Eglise doit installer sur les marchés et dans les cités des curés qui feront revenir les rénégats à l'Eglise orthodoxe, le Code ordonne d'une façon catégorique que tout le monde revienne au christianisme ». La raison de ses prescriptions ne provient pas uniquement de l'intolérance religieuse, si répandue au moyen-âge.

(1) V. annotation, p. 18.

(2) L'histoire de la Serbie du moyen-âge nous montre la lutte continuelle entre l'influence de l'Eglise orthodoxe et l'influence de l'Eglise catholique. Comme on le sait, l'influence de l'Eglise orthodoxe a prévalu et l'Etat soumis à cette influence, s'est associé à l'Eglise pour combattre l'hérésie et sous ce nom surtout l'Eglise catholique ; les traces de cette lutte se retrouvent dans le Code Douchane dans les mesures prohibitives et préventives édictées contre le catholicisme.

Sigel, *Lectures on Slavonic Law*. London, 1902, p. 21.

C'était plutôt le désir d'avoir l'unité de religion, chose très importante à cette époque et qui était souvent dans ce pays la cause de division intestine. Le moyen-âge se caractérise par la tendance générale à l'indépendance, l'Eglise y tendait plus spécialement. En Serbie l'Eglise était indépendante à l'intérieur du pays et à l'extérieur. Cet état de choses date de l'avènement au trône du tzar Douchane, car c'est lui qui a rompu la dépendance de l'Eglise serbe envers le Patriarcat de Constantinople. C'est lui qui a érigé le Patriarche religieux serbe en chef de l'Eglise serbe. A part le patriarche l'Eglise était guidée par d'autres personnes. L'art. 25 nous l'indique. « Ne règnent sur l'Eglise que l'Empereur, le Patriarche et le Logothète ». Comme nous le disions, le chef de l'Eglise, au point de vue religieux, était le patriarche et non, comme en Russie jusqu'à une date récente, l'Empereur. L'Empereur était le chef de l'Eglise de nom, mais pas de fait. L'organisation de l'Eglise fut reconnue indépendante par l'Empereur, seulement l'Empereur avait un pouvoir de surveillance et de contrôle sur elle, il était « l'évêque du dehors » comme on appelait à Rome les Empereurs (1). Le logothète était encore moins chef de l'Eglise que l'Empereur. Son rôle se limite à contrôler les actes de l'Eglise au point de vue administratif. Il ordonnait les levées d'impôts au profit de l'Eglise.

*Les membres du clergé.* — Quels sont ceux qui font partie du clergé ? A cette question le Code nous donne une

(1) Esmein, *Histoire du droit français*, p. 149. Paris, 1903.

réponse partielle, il dit dans l'article 11... « peuvent être ecclésiastiques ceux qui ont reçu la bénédiction de l'évêque pour lier et pour délier spirituellement ». Mais c'est une formalité religieuse pour prévenir les fraudes qui étaient fréquentes. Le Code est muet au sujet de la qualité des gens parmi lesquels se recrutait le clergé qui pouvait devenir ecclésiastique. A Rome la législation impériale intervint très discrètement pour limiter le libre recrutement du clergé de l'Eglise occidentale. L'entrée fut défendue à deux classes de personnes, aux curiales et aux colons. La raison était qu'on voulait conserver aux fonctions publiques les curiales qui assuraient l'administration et les colons qui assuraient le pain pour l'Empire (1).

A notre avis, toute personne, en Serbie, appartenant à la religion orthodoxe pouvait devenir ecclésiastique sauf les colons pour lesquels il existait une restriction. Cette restriction est tirée de l'article 22 qui ordonne que les gens appartenant aux nobles doivent rester chez eux et s'ils s'évadent sur les biens de l'Eglise ils doivent être rendus aux propriétaires.

Nous admettons que suivant l'exemple romain on voulait garder le colon au service du noble et on l'empêchait de changer de profession, mais exceptionnellement si le noble donne son consentement le colon pouvait devenir ecclésiastique.

Comme le clergé de l'Eglise catholique le clergé de

(1) Esmein, *Histoire du droit français*, p. 149.

L'Eglise orthodoxe se divise en clergé régulier et clergé séculier. Le Code n'a pas mentionné d'une façon expresse cette division, mais elle résulte d'une série d'articles traitant soit du clergé séculier soit du clergé régulier.

Au contraire l'organisation intérieure de l'Eglise est réglée suivant l'exemple byzantin. La hiérarchie dans cette Eglise fut la suivante : à la tête de l'Eglise se trouve le Patriarche qui règne sur tout le territoire : ce territoire est divisé en plusieurs parties à la tête desquelles sont placés les évêques. L'unité constitutive de l'Eglise orthodoxe était l'évêché (1). C'est l'évêque qui doit installer des ecclésiastiques dans toutes les paroisses, villes et villages (art. 11). L'Assemblée avait la charge de nommer l'évêque, cette nomination se faisait en présence du roi ou de son représentant, le logothète. Le grade au-dessous de l'évêque dans le clergé régulier était l'higoumène. C'était à l'évêque de recruter son clergé et d'en nommer les dignitaires (art. 11). Le législateur avait soin du bon fonctionnement de l'organisation de l'Eglise ainsi que le démontre l'art. 13 du Code par lequel il tâche de supprimer toute irrégularité au point de vue des droits à certaines situations dans l'Eglise. Cet article défend l'installation des métropolitains, des évêques et des abbés moyennant finances. L'installé et celui qui l'aurait installé seraient maudits. Le clergé régulier s'est sensiblement développé jusqu'à l'époque du tzar Douchane. Il faut songer au rôle important qu'a joué le monastère au

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 152.

moyen-âge pour comprendre la raison pour laquelle le Code s'occupe de la réglementation du clergé régulier et de la situation matérielle des couvents. L'unité juridique des ordres monastiques était le couvent, et de nombreux couvents avaient été fondés par les rois et les riches particuliers.

Il est intéressant de citer quelques-unes de ces réglementations du Code. Ainsi le Code tâche de prévenir l'excès de zèle religieux chez les moines en les obligeant de vivre dans es couvents, art. 17. Ces excès étaient parfois monstrueux(1). Les higoumènes avaient le droit de disposer librement des biens des couvents mais, usant de ce droit, ils ne devaient pas dépasser les limites précisées par les vœux des saints fondateurs.

On ignorait comment on devenait higoumène, mais il est probable que les religieux élaient l'higoumène parmi eux et que l'évêque confirmait cette élection en lui accordant sa bénédiction. La condition que le Code pose pour devenir higoumène est que celui-ci soit un homme honnête, qui fera prospérer la maison de Dieu, le couvent ; de plus son installation ne doit pas être faite sans la participation de l'Eglise (art. 14 du Code). Cette participation consistait probablement en la bénédiction de l'évêque. L'higoumène était un personnage important, car en plus de son droit de disposer des biens de l'Eglise, qui étaient souvent considé-

(1) V. annotation sous l'art. 17 dans la rédaction du Code tirée de *l'Histoire générale* de M. Rambaud.

rables, l'higoumène avait encore le droit de juridiction sur les gens habitant les terres des couvents (art. 33 in fine).

Enfin voyons les privilèges de l'Eglise. — La situation privilégiée de l'Eglise s'entend spécialement au point de vue de ses biens. Cette situation des biens de l'Eglise ressemble beaucoup à la situation des biens héréditaires des nobles — les bachtinas — elle n'est cependant pas identique (1). La différence est remarquable. D'abord au point de vue de la propriété. Celle appartenant à l'Eglise n'est pas héréditaire, car si une terre appartient à un couvent ou à une église, comme bachtina, cette terre ne peut être désignée comme terre héréditaire car elle appartenait toujours à la même personne juridique, à l'Eglise. Ainsi les droits de cette personne n'étaient pas héréditaires dans le sens ordinaire du mot, car l'Eglise comme personne juridique ne mourait pas.

Cependant la nature des droits de l'Eglise sur cette terre « bachtina » était la même que celle des nobles sur une terre identique. Là aussi, il nous faut distinguer les terres que l'Eglise possédait en propriété directe et les terres de l'Eglise que les paysans tenaient en possession. Les premières étaient exceptionnelles et les droits que l'Eglise avait sur ces terres étaient des droits de propriété. En fait la plus grande partie des terres de l'Eglise étant en possession des paysans, les droits de l'Eglise dans ces cas étaient les mêmes que ceux des nobles sur leurs terres tenues en

(1) Markovitch, *Duschans Gesetz*.

possession par les paysans. Une autre différence entre les biens de l'Eglise et les biens des nobles se trouve dans la situation des paysans vivant sur ces biens. En général les paysans étaient dispensés, qu'ils habitaient les terres de l'Eglise ou les terres des nobles, envers l'Empereur de toute imposition *in natura* suivant l'article 26. Cette dispense était fictive, les paysans étant obligés de fournir ces impositions à l'Eglise au lieu de les fournir à l'Empereur. Les impositions impériales étaient ou constantes pour les terres proniales (art. 68) ou occasionnelles provenant d'une ordonnance impériale concernant certains travaux. Les paysans habitant les terres de l'Eglise étaient dispensés des impositions de ce genre.

De plus l'Eglise et indirectement les paysans jouissaient d'un autre privilège accordé par l'art. 23, privilège qui consistait dans la dispense des transports pour l'Etat, pour les villes et pour l'armée. Ces transports de bagages se faisaient d'un village à l'autre. Les paysans des terres nobles y étaient astreints. Par exception les paysans de l'Eglise étaient obligés, comme tout le monde, de faire des transports pour l'Empereur, quand il voyageait à travers le pays. Une dispense analogue à celle de l'art. 23 se trouve dans l'art. 38, suivant lequel les biens et les villages appartenant aux couvents sont dispensés de recevoir les chevaux et les poulains impériaux en pacage.

Quant au service militaire il est fort probable que les gens habitant les biens de l'Eglise en étaient dispensés, car l'art. 42, stipulant l'obligation militaire pour les bachtiniks,

ne dit rien pour l'Eglise de même que l'art. 34, fixant les devoirs des gens de l'Eglise, ne parle pas du service militaire. Les gens de l'Eglise ne travaillaient que pour l'Eglise.

Au point de vue des finances l'Eglise avait plusieurs sources de revenus. La source la plus importante était celle des revenus de ses biens, tant des biens qu'elle exploitait elle-même que des biens qu'elle avait cédés aux paysans. Parmi les autres revenus, car elle devait en avoir plusieurs, nous n'en connaissons qu'un autre, le revenu des amendes des gens de l'Eglise, amendes provenant des procès tranchés par l'Eglise ou par les préposés des villes. L'Eglise avait à ce sujet des encaisseurs spéciaux qui étaient chargés d'encaisser les amendes. « Ni l'Empereur, ni les préposés des villes n'en prendront rien » (art. 194). En outre l'Eglise avait des revenus irréguliers, comme les dons de l'Empereur très fréquents et très importants. Les nobles en faisaient autant et même les gens non-privilégiés pouvaient lui faire don de leurs biens.

En résumé, l'Eglise et le clergé furent étroitement liés avec l'Etat, sans se confondre entièrement avec lui. Le clergé formait une classe privilégiée de la nation, il avait sa représentation distincte dans l'Assemblée. L'Eglise avait accumulé un patrimoine immense, elle avait sa propre juridiction reconnue par l'Etat. Les lois de l'Eglise étaient en même temps que les lois de l'Etat insérées dans le Code, rendant ainsi obligatoire leurs applications.

§ 4. — *Le Sabor. — L'Assemblée*

Nous savons déjà que le Code fut édicté dans l'Assemblée-Sabor. Cette Assemblée existait déjà avant l'avènement au trône du tsar Douchane. On n'a pas encore pu malheureusement établir à quelle époque remonte l'origine du Sabor, ni comment cette institution a pris la forme qu'elle avait dans la moitié du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Ce qui est prouvé, c'est que l'Empereur Douchane a trouvé cette institution déjà existante. On mentionne pour la première fois le Sabor à l'époque du fondateur de la dynastie Némania, ses deux fils indiquent dans des termes généraux l'existence d'une Assemblée, que le roi-père convoqua quand il voulut transmettre le trône à son fils puiné, et que tous les seigneurs grands et petits, les fonctionnaires, les (knez) gouverneurs des pays, les commandants militaires et les militaires y étaient appelés.

Dans la biographie du roi Dragoutine, le Sabor est mentionné sous la forme où nous le trouvons sous le roi Miloutine (1) qui a joué un rôle important dans la législation serbe de cette époque. Nous trouvons des traces sûres et incontestables au fonctionnement de l'Assemblée. Dans son autobiographie, le roi Miloutine y raconte ses principales actions et dit qu'il les a accomplies en collaboration de l'Assemblée et avec son assentiment. Mais ce n'était pas

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 19.

encore l'Assemblée de l'époque du tsar Douchane, le Sabor du roi Miloutine n'était pas un corps législatif comme il le deviendra plus tard. Dans plusieurs chartes de ce roi nous voyons que l'action de cette assemblée consistait seulement à donner sa bénédiction et son assentiment à des actes du roi, qui les convoque pour les élections des archevêques et à la veille des guerres. L'Assemblée n'était pas composée, en dehors du clergé, des seigneurs petits et grands, comme elle le sera lors de la proclamation du Code Douchane, elle ne comprenait pas non plus le logothète comme nous le savons d'autre part. M. Novakovitch appelle ces Sabors des Assemblées des archevêques. La dénomination de Sabor serbe se trouve dans la charte de Saint-Stéphane ; là, pour la première fois, on mentionne la noblesse serbe comme faisant partie de l'Assemblée en qualité de représentants de tous les pays serbes. C'était le premier Sabor serbe de 1346, ainsi qu'il fut dénommé par le roi Miloutine dans une charte (1). L'Assemblée a continué son activité après la mort du roi Miloutine. Le roi Douchane arrivé au pouvoir a trouvé dans l'Assemblée une institution bien organisée, qui représentait les idées, les désirs et les dispositions du clergé et de la noblesse vis-à-vis de l'autocrate puissance royale. On a dû sûrement compter sur les idées de ces deux classes qui se sont développées en même temps que l'Etat se développait. Cela nous explique le rôle important que les nobles ont joué au moment des changements de souverains. Le pre-

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 29.

mier acte de Douchane et le plus important pour lui était de consacrer légalement la manière dont il était parvenu au pouvoir. Douchane a éloigné son père du trône par force; il dut donc demander l'assentiment du Sabor. Ce qu'il fit le 8 septembre 1331 convoquant la première Assemblée de son règne.

Dans une dizaine de documents historiques le fonctionnement de l'Assemblée à des dates différentes fut noté. Tels sont le Sabor réuni en 1335 à l'occasion de la guerre avec Charles Robert, roi de Hongrie; le Sabor de 1346, le plus solennel de tous, pendant lequel le roi Douchane fut couronné tsar; l'Assemblée de 1349, au cours de laquelle le Code Douchane fut confirmé, le Sabor de 1354 réuni à l'occasion de la mort du patriarche Yoanikiyé, et on croit qu'à cette assemblée le Code de 1349 fut complété.

De là nous pouvons conclure que l'Assemblée serbe n'était pas une institution exceptionnelle ou extraordinaire, mais qu'elle était, au contraire, un organe politique régulier et normal reposant sur la base très large et très solide des coutumes de la vie publique de cette époque, et fonctionnant suivant les règles consacrées par la tradition. Un détail curieux est à noter pour montrer le développement de cette institution, dans la lettre-patente du roi Miloutine, la place que l'higomène occupera pendant la session du Sabor est désignée, c'est la quatrième de tous les ecclésiastiques. C'est une preuve que le Sabor avait son organisation intérieure réglée suivant la pratique de ces Assemblées. Malheureusement beaucoup de ces détails d'organisation

nous manquent pour donner une image complète de la vie intérieure de l'Assemblée. Mais le trait le plus saillant du Sabor est celui qui caractérise sa composition. C'était une institution aristocratique et ecclésiastique, placée à côté du roi comme représentant de ses deux classes. En dehors de l'indication de la composition du Sabor on trouve encore une preuve éclatante du caractère aristocratique et ecclésiastique de cette assemblée dans l'art. 67 du Code Douchane qui dit : « Les assemblées de (Sébars) serfs sont interdites. Ceux qui s'assembleront auront les oreilles coupées et les yeux brûlés ». Sébars serfs s'entend d'hommes libres, mais d'une classe inférieure à celle de la noblesse et du clergé. A ces gens, l'Empereur défend sous des peines affreuses de se réunir et de tenir une assemblée. Certains auteurs croient que cette défense ne concerne pas uniquement les Assemblées de l'État, mais s'étend aussi aux assemblées de districts et des villes, à moins qu'elles ne soient autorisées par des permissions spéciales. Cette interdiction formelle des Assemblées des serfs a été formulée sans doute à la suite d'assemblées de serfs qui s'étaient tenues autrefois et qui avaient eu probablement des conséquences fâcheuses sur l'organisation de l'Etat. On ne voulait pas ou plutôt on ne connaissait pas une assemblée représentant toutes les classes de la nation. Dans l'assemblée n'étaient représentées que les classes puissantes et régnautes. Nous disions ci-dessus que le Sabor siégeait à des époques fixées, à part de ces époques fixes elle siégeait exceptionnellement lors d'événements importants, à l'occasion de

l'avènement au trône du nouveau roi — à l'occasion du couronnement — de l'élection du chef de l'Eglise, etc...

Cela est confirmé par l'article 83 qui dit textuellement : « Jusqu'au jour de cette Assemblée (1349) » — voulant par là dire jusqu'au jour de la convocation de l'Assemblée à la session ordinaire (1).

Une question se pose, que faisait-on dans ces Assemblées ? A part la confection des chartes, des lettres-patentes pour les églises et les couvents, les décisions à prendre envers des puissances étrangères, on y faisait des lois. Nous tirons cette constatation de l'article 142..... « lois faites par moi, Empereur, dans l'assemblée..... »

C'est l'empereur qui faisait des lois dans l'Assemblée. L'Assemblée ne devait donc pas être une simple formalité comme on pourrait le supposer d'une institution politique de ce genre à cette époque. Le Sabor devait avoir de véritables attributions politiques (2). Pour soutenir une telle opinion, opinion vers laquelle on est porté vu l'article 142, il manque d'abord certains détails qui nous permettront de connaître le rôle politique précis du Sabor (Assemblée). Par exemple il est fort probable que le Sabor jouait un rôle décoratif dans les grandes solennités que devaient être les couronnements des rois, les élections des chefs de l'Eglise, archevêques, métropolitain, et sous Douchane celle du Patriarche. Tout cela nous fait douter des attributions poli-

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 24.

(2) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 24.

tique du Sabor et, suivant nous, ces attributions resteront contestables tant qu'on ne découvrira d'autres actes historiques qui prouveront d'une façon plus sûre le rôle du Sabor.

Après avoir montré le développement et la composition de l'Assemblée nous devons expliquer une autre question fort intéressante. L'Assemblée était-elle une institution originale serbe ou une copie d'une institution étrangère ? Nombre d'institutions et des lois serbes avaient une très grande ressemblance avec celles de Byzance, on trouve très souvent dans l'ancien Etat serbe des traductions et même des copies des lois et des institutions de l'Empire d'Orient. L'Assemblée était-elle donc aussi la copie d'une institution byzantine ? Nous ne pouvons répondre d'une façon bien précise. Cependant les savants qui ont étudié les institutions byzantines prétendent que le Sabor serbe tenait son origine et son développement plutôt d'une institution nationale qu'étrangère. Lingenthal (1), le plus grand érudit du droit byzantin, constate l'existence d'une plus grande autocratie dans le gouvernement de l'Empire byzantin que dans celui de l'Empire serbe tel que ses monuments historiques le font connaître. Il dit que l'empereur prenait conseil, de temps en temps, des hauts fonctionnaires et des hauts dignitaires pour les affaires de l'Etat. Il demandait aussi quelquefois les conseils du clergé, mais ce sénat n'avait

(1) Z. von Lingenthal, *Geschichte des griechisch. römischen Rechts* 3 Aufl. Berlin 1892, XII.

aucun rôle dans la législation et sa réunion ne servait surtout qu'à augmenter les fêtes lors de la proclamation des ordonnances impériales. Nous trouvons les mêmes idées exprimées chez Mortreuil (1). Suivant lui l'Empereur byzantin était un monarque autocrate, le Sénat n'avait pas de droits politiques ni de sessions régulières.

De ce que nous venons de voir pour l'Assemblée serbe, elle diffère sensiblement de l'institution byzantine. Le Sabor (Assemblée) serbe s'inspire dans certain détails de son organisation de l'exemple byzantin et ne reste pas moins original au fond, entièrement distinct, fondé sur d'anciennes coutumes nationales (2).

#### § 5. — *La Classe non privilégiée.*

Dans l'Etat serbe, comme nous le disions ailleurs, on distingue deux classes sociales, la classe privilégiée et la classe non-privilégiée. La classe privilégiée qui prend part dans une certaine limite au gouvernement du pays se composait : des nobles bachtiniks indépendants, grands propriétaires et du clergé. Le reste des citoyens, les sebars faisaient partie de la classe non-privilégiée. Le mot sebar indiquait la personne qui n'était ni noble ni ecclésiastique. Les sebris sont d'une classe inférieure à celle des nobles et du clergé.

(1) Mortreuil. *Histoire du droit byzantin et du droit romain dans l'Empire d'Orient*. Paris, 1846, t. III, pp. 34-37.

(2) Novakovitch, *Douchanov Zakonik*.

Cette infériorité avait un caractère de droit public, elle se montrait dans la situation sociale des paysans qui était au-dessous de la situation des nobles et du clergé. Cependant parmi les sebris il y avait des gens libres et dans une certaine mesure indépendants. Entre les sebris on distingue deux principales sortes de personnes : les méropsis (méropah au singul.) et les otrocs.

Les méropsis étaient les paysans. L'infériorité politique des meropsis-paysans provenait de la limite de leurs droits à la terre. En fait la terre se trouvait dans la possession des paysans. Ils étaient les propriétaires directs de la terre. Ce sont eux qui s'occupaient de l'agriculture et de l'élevage du bétail les seules sources de richesse de cette époque ; les mines mises à part qui étaient exploitées par des étrangers (des Saxons). Des revenus de l'agriculture vivaient non seulement les paysans mais aussi les classes privilégiées. Cela s'explique pourquoi les droits de propriété des paysans n'étaient pas absolus, ils étaient limités par les droits des bachtiniks qui grevaient leurs terres. Cette restriction des droits des paysans sur leurs terres provenait de ce que les paysans étaient garants des impositions à fournir.

Le Code Douchane a exprimé cette idée en déclarant les paysans, gens attachés à la terre des nobles et du clergé. Ils ne pouvaient en aucune façon, abandonner la terre du maître pour ne pas le priver de la main-d'œuvre nécessaire. De cette manière les revenus du bachtinik étaient assurés. L'article 22 du Code, oblige les paysans qui se sont échappés des terres de leurs maîtres à y retourner. Cette obligation est

sanctionnée par le Code par des mesures préventives. D'abord le Code défend sous des peines sévères d'accepter des paysans échappés de domaines voisins. Cette défense s'entendait aussi pour les membres de la famille impériale, aux nobles, aux églises et à leurs préposés, et aux autres propriétaires de terre. Celui qui contrevenait à cette défense était puni comme un incroyant et son bien était confisqué. De même, art. 141 déclare que les marchés, les préposés des villes et des cités qui recevaient un tel homme devaient être dénoncé. Exceptionnellement dit l'art. 140, un paysan pouvait abandonner sa terre s'il avait obtenu l'autorisation impériale. Le seigneur pouvait-il autoriser ses paysans à abandonner ses terres. A ce sujet le Code est muet. Mais nous pensons que c'était-là un droit naturel pour le seigneur. (1)

La situation du méropse ressemble beaucoup à celle du colon dans la Gaule romaine. Le colon est un homme libre, il a la personnalité juridique, il a une famille légitime et un patrimoine propre. Mais il n'a pas la liberté de changer de résidence. Il est attaché à une perpétuelle demeure, sa race après lui, au domaine d'un propriétaire foncier ; agriculteur forcé il cultive à son profit une parcelle de ce domaine, moyennant une redevance qu'il paie au propriétaire (2). Quelles étaient les redevances dues par les méropses, en Serbie ? Les redevances sont stipulées dans l'art. 68 : ils

(1) Novakovitch, *Douchanov Zakonik*.

(2) M. Esmein, *Histoire du droit français*, p. 22.

travailleront deux jours par semaine pour le proniare, ils lui donneront par an le perpère de l'Empereur et ils travailleront tous en bande, un jour pour la fauchaison et un jour pour la vendange ; s'il n'a pas de vignoble, ils travailleront pour lui un jour pour autre chose. Tout ce que les méropses gagneront sera à eux, on ne doit pas leur prendre plus que la loi l'indique. Cette obligation de redevance en argent ou en nature est le premier caractère de leur situation. Un second caractère est d'être attaché à la glèbe. Enfin nous trouvons un troisième caractère de leur situation dans le droit restreint qu'avaient les meropses de disposer de leurs terres. Au fond les paysans avaient la même liberté mais ils ne pouvaient aliéner leurs biens à n'importe qui, comme le faisaient les nobles et le clergé en leur qualité de bachtiniks ; le paysan ne pouvait aliéner son bien qu'à des personnes qui étaient capables de fournir les redevances en argent ou en nature qu'il fournissait lui-même. A ce sujet le Code contient des dispositions exceptionnellement claires et explicites c'est dans l'article 174 qu'elles se trouvent. Ainsi, il est dit : que les agriculteurs possédant des terres héréditaires, des vignobles, sont libres d'en disposer à leur gré. Ils peuvent les donner comme dot, les céder à l'Eglise ou les vendre, à condition, qu'il y reste toujours un agriculteur. C'est-à-dire que le nouvel acquéreur soit capable de fournir les redevances dues par son prédécesseur. Si l'acquéreur n'était pas un agriculteur ou s'il ne remplissait pas ses obligations, la vente serait considérée comme nulle et le bachtinik serait autorisé à reprendre à lui, la propriété vendue.

Les paysans n'avaient donc qu'un droit de propriété restreint sur leurs terres. Néanmoins ils avaient un droit de propriété, ils pouvaient disposer de leurs biens sous la restriction ci-dessus indiquée,

Il y a encore une différence entre la classe privilégiée et la classe non-privilégiée. Elle est indiquée par l'art. 3, déclarant qu'on ne peut se marier sans l'autorisation et sans la bénédiction de l'Eglise. Cette règle est spéciale aux nobles car suivant un monument historique — la biographie de Saint-Basile les sebris se mariaient sans cérémonie religieuse et sans l'autorisation de l'Eglise, mais sur un simple ordre du maître (1). Il est intéressant de noter en passant la situation des classes agricoles en Russie à la même époque dans le duché de Moscou : d'après un savant auteur russe Kovalewsky (2) et de les comparer aux classes sociales serbes.

Les cultivateurs libres du sol, connus sous le nom de « serebreniki » du mot serebro-argent, ou capital à eux avancé par le propriétaire étaient établis sur les champs incultes, appartenant soit au duc, soit à quelqu'autre propriétaire terrien. Ils recevaient du propriétaire la quantité nécessaire de semences, de bétail et de bois et quelquefois de l'argent, de sorte qu'ils étaient mis à même de couvrir les premiers frais de leur établissement sur un sol vierge. A ces conditions ils consentaient à servir comme soldats,

(1) Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 152.

(2) Kovalewsky, *Institutions politiques de la Russie*, p. 41.

sous les ordres du duc ou de quelqu'un de ses subordonnés, et à payer des impôts à l'Etat. En outre on exigeait d'eux des loyers en nature ou en espèces et en temps de moisson ils aidaient gratuitement les esclaves qui étaient établis sur les terres du manoir et accomplissaient leurs services coutumiers.

Ceux qui connaissent le fonctionnement économique du manoir médiéval en Angleterre, en France ou en Allemagne, n'auront pas de peine à identifier l'aide donnée à certains jours de l'année par ces libres tenanciers de Moscovie (en Serbie par les méropah) avec les « love-boons » de l'époque anglo-saxonne qui étaient aussi connus sous le nom latin de *precariae autumnae* dans tout le continent européen. Tant il est vrai que les institutions juridiques sont créées non pas tant par le génie particulier de telle et telle nation ou de telle ou telle race que par les nécessités de la vie, qu'elles peuvent être les mêmes chez des peuples de sang différents et à des siècles de distance. Aussi n'est-il pas étonnant que sans aucune imitation directe nous voyions dans les conditions juridiques des libres tenanciers de la Moscovie, ainsi que dans celles des esclaves ruraux moscovites plus d'un trait commun aux libres coloni et glebe adscripti de la Rome impériale ainsi qu'aux soemen et aux vilains de l'Angleterre médiévale du temps des Plantagenets.

§ 6. — *Division administrative de l'Etat suivant  
le code Douchane*

L'Empereur Douchane s'intitulait « Tsar de tous les pays serbes, grecs, bulgares et albanais ». Le titre de ses ancêtres de la dynastie des Namanya était celui de duc ou roi des pays serbes. Ces titres nous montrent déjà la division générale de l'Empire. L'Etat se divisait en pays. Le mot pays-zemla avait deux significations dans l'ancienne législation serbe. Il signifiait d'abord l'Etat, ou ensemble du territoire puis dans cet Etat une province quelconque qui se distinguait par ses qualités géographiques ou ethnographiques. C'est dans l'article 145 que se trouve d'une façon indirecte confirmée la division générale, ci-dessus indiquée de même que l'indication des subdivisions de l'Etat (1).

Ici comme ailleurs nous sommes obligé de rappeler encore une fois le manque de sources et de documents précis. Quelle était la division administrative de l'Etat sous l'Empereur Douchane ? Nous ne pouvons y faire de réponse directe et claire, nous en sommes réduits à nous servir d'indications moins précises et plus discutables. L'Etat serbe de cette époque comprenait un ensemble de pays (provinces) réunis souvent par force, son unité reposait sur la force

(1) Art. 145, « Chartes impériales : Ni dans les pays ni dans les districts (zoupas) ni dans les cités il ne doit y avoir de brigands, etc. ».

armée qui protégeait tout le territoire des dangers extérieurs, et sur les lois qui régissaient toutes ces provinces uniformément. L'expression vivante de ces deux traits caractéristiques se trouve dans le souverain Empereur. C'est lui qui était le maître de la force armée et le législateur par excellence. La notion moderne de l'Etat : Nation (ou groupe de nations) organisée, régie par un gouvernement et soumise à des lois communes peut être appliquées à l'Etat du tsar Douchane.

L'organisation de l'Etat était toute primitive, nous tenterons de donner une image approximative de la division administrative. Nous nous basons sur l'article 145, duquel il ressort que l'Etat se divisait en : 1<sup>o</sup> pays, 2<sup>o</sup> districts et 3<sup>o</sup> villages. Nous avons omis la cité car elle n'était que le centre d'un district (zoupa). Que la cité est vraiment le centre d'une zoupa nous en tirons la preuve de l'article 127 du Code Douchane. Cet article dispose qu'en cas de démolition (non prévue) d'une cité ou d'une tour, les habitants de la cité et du district seront obligé de la reconstruire.

1<sup>o</sup> *Pays (Zemla)*. — Nous n'avons pas beaucoup à dire de la zemla (pays). Cette dénomination ressemble à celle de « province » dont on se sert pour désigner les divisions de l'Etat français avant la Révolution (Normandie, Anjou, etc). A la tête de la zemla (pays) se trouvait un fonctionnaire nommé par l'Empereur en général un noble puissant, si ce n'est un membre de la famille du souverain. Ainsi, c'était la règle que les princes-héritiers serbes pendant la vie de leurs pères recevaient une zemla (pays) pour y régner

presque indépendant. A part ces quelques rares faits, nous ne connaissons plus rien de l'organisation administrative de la zemla (pays).

2° *La Zoupa (district)*. — La zoupa correspond à cette unité qu'on appelle actuellement en Serbie « sréze » qui répond dans le dictionnaire administratif français à la notion de district.

La zoupa (district) fut définie avec un peu plus de précision que le pays (zemla) par le Code. Ainsi on voit qu'elle composait une unité par l'article 75 (1). Tous les biens étaient délimités et appartenaient à différents villages composant la zoupa. Le droit de pâturage était commun à tous les habitants du district mais les habitants d'un autre district ne pouvaient venir faire des pâturages sur les terres consacrées à cet usage dans chaque district.

Comme nous le disions la zoupa avait d'habitude comme centre une cité ou un bourg, (art. 127), si cette cité était démolie, c'était aux habitants de la zoupa de la reconstruire.

Ainsi les responsabilités qui pesaient sur la zoupa conservèrent son unité. L'article 208 du Code dit encore « la zoupa est responsable pour le vol des porcs appartenant à l'Empereur et elle est obligée de faire procès aux gardiens de porcs ». De cet article se dégage clairement l'idée que la zoupa, au moins dans de tels procès formait une unité.

(1) « Un district (zoupa) ne doit pas faire ses paturages sur le territoire d'un autre (district)... »

Continuant à exposer cette série de règles prouvant l'unité de division administrative de la zoupa nous citerons l'article 153, qui déclare que le voleur ou brigand attrapé dans le flagrant délit doit être transmis à la zoupa ou au village. Cet art. suppose que la zoupa est un organisme administratif capable d'exécuter ces prescriptions. La question est de savoir maintenant qui se trouvait à la tête d'un tel organisme. Organisme qui forcément avait une action plus distincte de celle du pays. A cette question nous ne pouvons faire qu'une réponse vague tirée de l'article 157 (1). C'était donc le préposé du district et le juge impérial qui avaient la direction du district quand il n'avait pas de chef noble ou ecclésiastique à sa tête. En ce qui concerne la composition intérieure de la zoupa elle n'était pas la même partout. Il y avait des zoupas qui appartenaient entièrement à un propriétaire, c'est-à-dire qu'il possédait tous les villages. Il y avait ailleurs des zoupas qui appartenaient à plusieurs propriétaires, c'est-à-dire que plusieurs maîtres possédaient un certain nombre de villages de la zoupa. La conséquence de la répartition différente de la zoupa apparaissait dans la

(1) Art. 157. « S'il se trouve des districts mixtes composés de villages : de l'Eglise, de l'Empereur et des seigneurs et qu'il n'y existe pas de maître et qu'il s'y trouve mon préposé de district et le juge que j'ai institué, eux seuls devront installer sur les routes des gardiens. Si quelqu'un est attaqué par des brigands ou si on lui vole quelque chose ou si on lui fait quelque mal, il devra aller immédiatement chez les préposés qui le dédommageront et rechercheront les brigands et les voleurs. »

façon dont la zoupa était gouvernée. Car cet article nous fait croire que les zoupas n'étaient pas gouvernées de la même façon. Aussi M. Novakovitch croit que dans les zoupas dont la propriété était partagée entre plusieurs maîtres : les gouvernants étaient l'ensemble des maîtres en plus le préposé de la cité, et le juge impérial. L'existence d'un tel préposé de ville est démontrée dans l'article 160. De même que celle du juge impérial. Suivant cet article le devoir du préposé de ville, fut de s'occuper de la sauvegarde des voyageurs en faisant échelonner des gardes sur les routes passant par leurs zoupas.

Si la zoupa appartient à un seul maître, l'Empereur suivant toute apparence n'institue pas de préposé de ville, mais seulement son juge. Au contraire la fonction du préposé fut exercée par le propriétaire de la zoupa lui-même. L'assertion que le propriétaire unique de la zoupa accomplissait aussi les fonctions de préposé ou était au moins égal au préposé, trouve sa confirmation dans l'article 160 (1), qui autorise l'Empereur à demander à être remboursé de la même façon par le préposé que par le propriétaire de la zoupa en cas de vol et de brigandage commis sur le territoire de la zoupa ; cela se comprend, tous les deux avaient été également chargés de la protection des routes.

Ce que nous venons de dire se rapporte aux obligations

(1) Art. 160... l'Empereur se fera rembourser par les proposés et par les seigneurs qui furent chargés de la sauvegarde des routes.

qui pesaient sur les gouvernants de la zoupa au point de vue de l'administration intérieure, mais il y avait un genre de zoupa qui se distinguait par les obligations qui pesaient sur ses administrateurs. Nous voulons parler des zoupas qui se trouvaient à la frontière de l'Etat, cette zoupa avait un nom spécial « kraïna ». Le maître d'une telle kraïna était en général un seigneur et les obligations qui pesaient sur lui sont mentionnées dans l'article 49 (1). Ces seigneurs, kraïchniks correspondaient aux markgrafs allemands. Cette responsabilité devait être lourde, car l'art. 143 prévoit, pour le seigneur d'une kraïna dont le pays serait retraversé par l'ennemi, emportant le butin, une peine qui consiste à payer plusieurs fois la valeur du butin.

3° *Le village (Selo)*. — La zoupa (district) se composait d'un certain nombre de villages (sela). Chaque village constituait un organisme indépendant qui était la plus petite unité de la division administrative. Entre la zoupa et le village il n'existait pas d'organisme intermédiaire. Suivant M. Novakovitch les rapports entre la zoupa et le village étaient directs. A cette époque on ne connaissait pas la commune, chaque village formait un organisme et la différence entre la division administrative actuelle et celle de l'époque du Code Douchane se rencontre dans le fait, que le principe de commune composée de plusieurs villages était

(1) Art. 49. « S'il arrive qu'une armée étrangère franchisse la frontière et pille les pays de l'Empereur et qu'elle retourne par la même route, les seigneurs marquis dont elle traversera les provinces paieront tout ».

alors inconnu. Chaque village était une unité politique distincte avec ses droits et ses devoirs propres.

Le village était le centre du développement de toute la vie du peuple et il joua dans l'organisation de la vie de l'Etat au moyen âge un rôle prépondérant (1).

Les obligations qui pesaient sur les zoupas retombaient indirectement sur les villages. Car l'ensemble des villages composait la zoupa. Le lien qui unissait ces villages à la zoupa se trouvait dans la personne du seigneur (du propriétaire) ou du préposé de l'Empereur. Ce lien était un lien politique et économique. La zoupa, en général est une circonscription géographique et un organisme administratif médiocres tandis que le village est un organisme plus vivant. Le village était la base de l'organisation politique de cette époque, c'était le village qui nourrissait les deux classes privilégiées, c'était lui qui donnait des soldats aux nobles. Dans le village se trouvait cette force puissante qui faisait vivre la zoupa. M. Novakovitch dit que l'administration centrale d'alors imparfaite et compliquée, trouvait plus économique de laisser les villages s'administrer librement et pourvoir eux mêmes à leurs besoins. Notre opinion diffère sensiblement de celle de ce savant auteur. Il est peu probable que ce soit cette raison d'économie qui ait empêché l'administration centrale de s'immiscer dans l'administration du village. D'après nous, il y avait surtout une raison d'ordre politique plus puissante. L'administration

(1) M. Novakovitch, *Selo*, p. 16.

centrale ou pour mieux dire l'Empereur ne pouvait pas organiser l'administration des villages, parce que ces villages étaient la propriété privée de leurs maîtres. Très souvent comme nous le disions plus haut, toute une zoupa appartenait au même propriétaire, en général, noble. On aurait craint de frapper le noble dans son droit de propriété en s'immisçant dans l'administration du village. Le législateur du Code Douchane connaissait trop bien la puissance de la classe privilégiée pour ne pas y porter atteinte. Nous préférons donc croire que c'est plutôt une raison politique, d'ordre public, que la raison économique invoquée par M. Novakovitch qui a empêchée l'administration centrale de prendre part à l'organisation administrative.

Il est dans la nature des choses qu'un groupement d'habitants comme le village ait un chef à sa tête. L'existence de ce chef à la tête du village est incontestable. L'article 146 le démontre. Cet article prévoit des peines qui sont indiquées dans l'article 145 applicables aux représentants des villages si dans leurs villages se trouvaient des brigands et des voleurs. Ces préposés de villages étaient institués par les propriétaires du village, ils étaient comme des gérants de la propriété immobilière des maîtres. Ils avaient en outre leurs obligations envers leurs maîtres des obligations imposées par le Code, comme c'est le cas dans l'art. 146, qui ne fait autre chose qu'étendre aux préposés de village des obligations qui pèsent sur les nobles administrant les pays et les zoupas de l'article 145.

Outre de ces deux articles il en existe un autre qui est

fort intéressant au point de vue de l'organisation du village c'est l'article 69, défendant les assemblées de serfs. Cette assemblée de serfs devait être un facteur de grande importance dans un village. S'assembler devait être une coutume très fréquente à cette époque. M. Navokovitch conclut que l'interdiction de ces assemblées en prouve la fréquence et l'importance. D'ailleurs ces assemblées existaient aussi en Russie à la même époque et il est probable que cette habitude tirait son origine d'une époque très éloignée. Il est fort probable que ces assemblées avaient une grande importance. Les discussions qui s'y élevaient devaient forcément concerner les intérêts communs, les rapports des paysans avec les classes privilégiées et dominantes au point de vue économique. On peut supposer que ces assemblées prenaient des résolutions qui lésaient parfois les intérêts des classes privilégiées. Celles-ci sentant le danger qui les menaçait employèrent le moyen radical, pour parer à tout danger de révolte, de supprimer d'une façon absolue toute assemblée de serfs.

#### § 7. — *Les Tribunaux.*

La première question qui se pose est de savoir à qui appartenait l'autorité judiciaire dans l'Etat serbe d'après le Code Douchane. Était-ce au peuple ? Comme en France, sous la monarchie franque, ou le peuple lui-même en vertu de son droit propre jugeait les procès et les crimes et pro-

cédait, dit-on, à ces jugements dans une série de petites assemblées locales où tous les hommes libres participaient ? Était-ce au souverain ? Comme à Rome où le droit de juger était une attribution essentielle du Souverain (1). En Serbie c'était le second cas. L'autorité judiciaire était inhérente à l'autorité publique. Le Chef de l'Etat est le juge suprême. En lui seul réside le droit de juger, il ne juge pas souvent, vue l'impossibilité de fait, mais ce droit se répand de lui par une série de délégations dans de nombreuses mains. Une foule d'hommes, des fonctionnaires impériaux et des hommes désignés par l'Empereur, comme cela était dans tous les Etats du moyen-âge, contribuent ainsi à l'œuvre judiciaire ; mais la source première en est l'Empereur. Cela répondait aux idées d'autocratie impériale de Byzance (2), introduites en Serbie avec de légères atténuations. Nous allons étudier dans trois paragraphes l'organisation judiciaire en Serbie.

1° *Le tribunal impérial.* — Ce n'était pas un véritable tribunal ni même le tribunal des rois francs, c'était un simple juge qui se trouvait installé à la Cour de l'Empereur (*judex curiæ*). C'était un fonctionnaire du palais impérial. L'Empereur assistait-il aux jugements rendus par ce juge, prenait-il part aux travaux judiciaires ? Nous n'en savons rien. Il y a un seul article qui pourrait nous faire croire à cela c'est l'art. 181, il statue que c'est à l'Empereur de

(1) Fustel de Coulange, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*. Monarchie franque, p. 305.

(2) Z. v. Lingenthal.

trancher un procès, tous les autres mentionnent le juge impérial et on est tenté de croire que ce cas est provenu du fait que l'Empereur était la source de la justice, que les fonctionnaires judiciaires n'étaient que ses délégués.

Quelle était la compétence du tribunal impérial ? La compétence du tribunal impérial est clairement indiquée par plusieurs articles notamment par l'article 175 (1). Tout ce qui est à juger à la cour impériale appartient au juge impérial, c'est-à-dire que si les deux parties au procès habitent la cour, leur procès est de la compétence du juge. De même, comme il est dit dans la suite de l'article, la compétence de ce juge s'étend aussi aux procès des parties qui n'habitent pas la cour mais qui s'y trouvent par hasard, se trouvent avoir besoin d'un juge. L'article 177 continue à préciser la compétence du tribunal impérial de l'article 175 en spécifiant qu'on ne peut porter plainte contre les nobles habitant la cour que devant le juge impérial.

A part cette compétence limitée à une circonscription plutôt restreinte le tribunal impérial avait une autre compétence beaucoup plus importante ; celle de l'appel.

L'empereur dans sa charte impériale aux juges qui fut insérée au code dans l'article 181 prévoyant le cas d'une « affaire difficile à trancher et à juger, avait ordonné qu'un des juges irait avec les deux parties au procès devant le juge impérial ». C'était au juge impérial de s'occuper des

(1) Art. 175. « Le juge de ma cour impériale jugera tous les délits qui se commettraient à la cour... ».

appels ; un autre article nous dit que le juge impérial était appelé à statuer en appel dans le cas où les chartes impériales seraient en contradictions avec le Code.

En ce qui concerne le caractère de ce tribunal nous croyons qu'il s'occupait des matières civiles et des matières criminelles (1).

2. *Tribunaux ordinaires.* Là aussi nous ne savons pas si le tribunal est composé d'un ou plusieurs juges ? le Code ne s'explique pas d'une façon claire à ce sujet. A notre avis, il y avait un juge qui se faisait aider par plusieurs assistants qui lui rendaient des services d'un ordre secondaire. Il est certain qu'aucune règle du Code ne l'obligerait à s'entourer de conseillers ou d'autres juges.

La compétence du juge s'étendait sur sa circonscription. Le Code a explicitement stipulé, que le juge ne peut pas juger en dehors de sa circonscription (article 182). De même pour que tout le monde bénéficie de la justice, la loi oblige le juge à voyager dans sa circonscription (article 179). Le but de ce voyage devrait être, entre autre, de rendre accessible aux pauvres qui ne pouvaient pas faire de voyages jusqu'au juge, lequel devait ainsi se rapprocher du justiciable et en même temps saisir partout les délinquants.

Il est intéressant de constater combien le législateur tenait à l'indépendance judiciaire (2). Dans l'article 148 le

(1) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 230.

(2) M. Novakovitch, *Douchanov Zakonik*, p. 258.

Code ordonne que les juges doivent juger suivant la loi et comme il est inscrit dans la loi, sans se méfier de l'Empereur. Il voulait ainsi garantir au juge sa libre disposition et écarter toute influence qui pourrait le gêner dans sa gestion. En plus pour donner force et valeur aux actes du juge, le législateur dans l'article 148 ordonne que dans des cas spéciaux (enquêtes concernant les brigands et les voleurs) tout le monde sans exception, Eglise, noblesse, etc. doit se soumettre aux ordres du juge. Toute insulte au juge de la part des nobles ou des villages sera punie par la confiscation de tous leurs biens.

Comme nous le disions plus haut, le juge était assisté dans sa fonction. Cet assistant du juge s'appelait pristav. Mais ce pristav n'était pas uniquement l'assistant du juge, il était en même temps, et en quelque sorte, l'assistant des parties au procès. C'était la personne, suivant l'article 91 du Code, que les parties aux procès pouvaient demander pour les aider et pour les défendre devant le juge. D'autre part, les pristavs étaient les assistants du juge qui les employait pour les exécutions des jugements, pour faire des enquêtes judiciaires, pour donner différents renseignements aux juges, etc. De tout cela il paraît que le pristav était une personne expérimentée et instruite, connaissant la coutume et la procédure du tribunal. Les parties au procès pouvaient user de ses lumières. Ce n'était ni un avocat ni un avoué et encore moins un juge, dans le sens actuel du mot, mais c'était un fonctionnaire spécial dont l'existence s'adaptait probablement à la procédure de cette époque.

La seule condition que le Code pose pour le recrutement des pristavs est celle « d'être bon, droit et créable » (art. 163). Il a en même temps fixé les droits à exiger par eux dans différentes affaires, spécialement pour les aliénations de terre, villages, etc. (article 108).

Il apparaît donc que le pristav était une personne très utile en facilitant dans une large mesure les travaux de la justice (1). Par qui les pristavs étaient-ils choisis? Nous l'ignorons, mais nous supposons que c'est le juge qui choisissait parmi les gens de sa circonscription, étant donné que les conditions d'admission établies par le Code étaient d'un ordre général, être « bon, droit et créable ».

Il est fort intéressant de remarquer à ce sujet que les conditions d'admission pour les rachimbourgi (*boni homines*) les assistants du juge sous la monarchie franque, précisées par la loi Salique et stipulées presque par les mêmes expressions, bon, créable et expert étaient les mêmes qu'en Serbie, Fustel de Coulange (2) dit que cela fait penser que le choix des assistants dépendait du juge.

Les cités avaient un régime exceptionnel au point de vue de la juridiction, ce n'était pas le juge ordinaire qui avait la compétence dans les villes. Le législateur pour une raison politique a mis les cités sous la compétence du préposé de ville qui était en général un militaire. Cette compétence des

(1) Le pristav en Hongrie était connu sous le nom latin *assertor veritatis*. Const. Jirecek, p. 181.

(2) Fustel de Coulange, *Histoire des Institutions politiques en France*. Monarchie franque, p. 350, etc.

préposés de ville était limitée, suivant M. Novakovitch, aux affaires criminelles et les affaires civiles dépendaient de l'autorité ecclésiastique. Ces deux compétences s'entendaient pour les procès entre les citoyens de la cité et les procès entre citoyens et paysans (article 176 du Code).

L'organisation judiciaire suivant les circonscriptions n'était pas connue en Serbie avant le règne du tsar Douchane. C'est après avoir occupé certains pays de l'Empire byzantin et après y avoir vu le fonctionnement de la juridiction par circonscription que l'Empereur a eu l'idée d'introduire cette institution en Serbie (1). Il l'a copié non seulement pour les villes, mais aussi pour le pays.

3° *Le Jury (porota)*. — L'idée du Jury est aussi ancienne que la justice, si on la considère dans son principe abstrait, — le jugement par de simples citoyens -- mais en pratique il n'existe pas depuis aussi longtemps. Actuellement on considère que nous devons cette institution à l'Angleterre pays dans lequel elle est apparue pour la première fois. Certains auteurs serbes spécialement M. Avakoumovitch (2) prétendait que le jury serbe est antérieur au jury anglais, en fait le jury existait dans la législation serbe déjà au xiii<sup>e</sup> siècle. Sous le règne du Saint-Roi Miloutine le jury existait en matière civile (chose inconnue dans la législation actuelle) et en matière criminelle.

(1) Const. Jirecek, *Das Gesetzbuch des Serb. Zaren Duschau*, p. 163.

(2) Yovan Avakoumovitch, *Discours de réception à l'Académie royale des sciences serbes*.

Les règles concernant le jury se trouvent dans les articles 151, 152, 153 et 154 du Code et qui ne sont autre chose, suivant l'aveu du législateur que les règles édictées par « le Saint-Roi » Miloutine, grand père du tsar Douchane (1282-1321). A ces articles il faut ajouter les règles concernant les limites des villages article 79 et 80 et l'article 106.

En considérant ces articles qui règlent la composition du jury, deux règles se dégagent nettement : D'abord tout le monde est jugé par les gens de sa qualité et ensuite les gens de différentes religions sont jugés par leurs coréligionnaires.

La première de ces deux règles se trouve dans l'art. 152. L'art. 152 est très net. Tout homme appartenant à n'importe quelle classe sera jugé par le jury composé de gens de cette classe sociale. A cette règle s'ajoute une autre, aussi intéressante que la précédante défendant aux parents et aux ennemis des parties aux procès de faire partie du jury. Règle qui existe aujourd'hui pour les jurés.

La seconde règle dans l'art. 153 précisant que pour les procès entre commerçants et incroyants, c'est-à-dire gens d'une autre religion d'une part et les Serbes d'autre part, seront tranchés par un jury mixte. Dans ce jury mixte une moitié des jurés sera composée de Serbes et l'autre moitié de commerçants et d'incroyants. La raison pour laquelle on a spécifié justement les commerçants, c'est qu'à cette époque la majorité des commerçants étaient des Ragusains ou Vénitiens — tous catholiques et suivant le Code des incroyants.

Différemment avec les tribunaux ordinaires le jury comme de nos jours n'était pas une juridiction permanente, elle n'avait même pas de sessions fixes et régulières. C'était une juridiction d'occasion, une affaire se présente, on compose le jury pour la trancher. Aussitôt l'affaire jugée, il se dissout.

Dans l'art. 151 le code précise le nombre des gens composant le jury. Le nombre des jurés diffère suivant l'importance de l'affaire à juger, ainsi pour une grande affaire 24, pour une affaire moyenne 12 et une petite affaire 6 jurés, ce qu'on entendait par grande, moyenne et petite affaire, reste chose inconnue. Le jury siégeait toujours dans l'église; le prêtre était obligé de se mettre dans ses ornements et de faire prêter serment aux jurés.

La question se pose de savoir qui nomme les jurés ? Un monument historique cité par Schafarik : Pamatky 2 A (1) nous renseigne à ce sujet. Ce monument historique date de 1327. C'est la description d'un procès qui s'est passé sous le règne du roi Etienne Ouhroch III. L'abbé Kyr Mervasiye du couvent Hilindare et les fils du seigneur Hardomil, Dmitare et Borislav contestent les limites d'une terre. Ils se présentent devant le roi. Les deux parties aux procès plaident *pro domo* tour à tour se contestant réciproquement l'authenticité des limites de terre. Le roi pour trancher l'affaire envoie un « pristav » assistant du juge sur les lieux

(1) Const. Jirecek, *Das Gesetzbuch des serbischen Zaren Stephan Duschak*, 1908, p. 161.

pour déléguer un jury de 12 jurés. Ces jurés sont des habitants de la zoupa, ils prêtent serment puis marquent les limites. Les deux parties au procès retournent avec l'assistant du juge (pristav) devant le roi. La partie ayant tort déclare se désister de l'affaire. Ce monument est très important. Il nous prouve d'abord ce que nous avons dit précédemment que le roi, empereur était le juge suprême dans l'empire. Comme cela était dans tout les Etats du moyen âge (1) ensuite que c'est l'empereur qui fait composer le jury. C'est lui, par l'intermédiaire du pristav, qui désigne les jurés. Le jury était toujours assisté par un représentant de l'autorité publique. C'était d'abord le pristav, puis un préposé d'une ville et plus tard un juge (2).

Le Code ordonne au jury de ne pas s'occuper de la conciliation, cela n'étant pas de leur devoir; ils doivent décider de la culpabilité ou de la non culpabilité suivant la majorité des serments rendus dans un sens ou dans l'autre. Le législateur a aussi prescrit une peine pour le jury qui ayant prêté serment aurait déclaré la non culpabilité d'une personne, si on trouve ultérieurement les preuves de sa culpabilité. L'article stipule que l'empereur se fera payer par ces jurés 1.000 perpères, de plus, on n'aura plus de confiance en eux et ils ne peuvent plus se marier. Peine manifestement sévère, mais démontrant le désir du législateur de réprimer les fraudes.

(1) Const. Jirecek, *Gesetz des serb. Zaren Duschau*, p. 170.

(2) Schafarik : *Pamatky*.

A la fin quelques mots sur la juridiction ecclésiastique.

La juridiction ecclésiastique était séparée de la juridiction temporelle. Cette séparation est confirmée par une règle expresse du Code. Cette défense contient une sentence. La loi dit, si un juge temporel tranche une affaire ecclésiastique il sera condamné à une amende (300 perpères).

Dans une série d'articles le Code règle l'organisation intérieure de la juridiction ecclésiastique.

Ainsi il est dit que les gens habitant les terres de l'Eglise se faisaient juger par les higoumènes des couvents, par l'archevêque ou le métropolitain (art. 33). Les autorités ecclésiastiques avaient des fonctionnaires spéciaux salariés pour faire les encaissements des amendes. Toutes les amendes auxquelles les gens de l'Eglise furent condamnés par les autorités ecclésiastiques ou par les autorités civiles appartenaient à l'Eglise qui les encaissait. Cela est stipulé par les chryssobules impériales.

Les ecclésiastiques eu-mêmes tombaient naturellement sous la compétence de la juridiction ecclésiastique. Les autorités ecclésiastiques avaient des prisons spéciales pour ses condamnés (art. 49). On connaissait l'appel dans la juridiction ecclésiastique jusqu'au patriarche.

La grande différence entre la législation byzantine et la législation serbe se trouve dans le fait, que dans l'empire byzantin au <sup>xiv</sup> siècle, les évêques faisaient partie des tribunaux temporels (1) ce qui faisait disparaître la limite de

(1) Z. v. Lingenthal, p. 388.

compétence entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction temporelle (1). Au contraire la juridiction en Serbie, à cette époque, avait toujours un caractère purement temporel. L'Eglise n'avait aucune influence sur la juridiction temporelle de même à l'inverse (2).

Lu et approuvé :  
Le Président,  
F. LARNAUDE.

Vu :  
Le Doyen,  
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
L. LIARD.

(1) Z. v. Lingenthal.

(2) Const. Jirecek, *Das Gesetzbuch des serb. Zaren, Duchan*, p. 172.



## BIBLIOGRAPHIE

---

**Stoyane Novakovitch.** — « Le Code d'Etienne Douchane » (Zakonik Tsara Douchana), 1898, Belgrade.

— « La fonction du Logothète dans l'ancien Etat serbe ». Belgrade, 1885.

**A. L. Yovanovitch.** — « Les Logothètes dans l'Eglise et l'Etat serbe ». Belgrade, 1885.

**D<sup>r</sup> M. Vesnitch.** — « Les lois Justiniennes et l'ancien droit serbe ». Belgrade (Branitch), 1889.

**D<sup>r</sup> N. Krstitch.** — « Sur le Code Douchane ». (Posmatranja o Douchanovom Zakonikou). Belgrade, 1854.

**Drag. Miyouchkovitch.** — « Les anciennes lois serbes. Le système du Code Douchane », 1895.

**François Palacky.** — « Le Code Douchane comparé aux anciennes lois en Bohème », 1879.

**Esmein.** — « Histoire du droit français ». Paris, 1903.

**Cibrario.** — « Economie politique du moyen âge », Paris, 1859.

**Z. v. Lingenthal.** — « Geschichte des griechisch. römischen Rechts ». Berlin, 1877.

**Mortreuil.** — « Histoire du droit byzantin et du droit romain dans l'Empire d'Orient ». Paris, 1846.

- Larnaude F.** — « Préface à la traduction française du Droit public de l'Empire allemand, de Laband ». Paris, 1900.
- Rimbaud.** — « Histoire générale », II.
- Markovitch L.** — « Duschans Gesetz ». (Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft). Stuttgart.
- Daresté.** — « Etudes d'Histoire du droit », 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1908.
- Borchgrave (E. de).** — « L'Empereur Douçane et la péninsule des Balkans » (dans le Bulletin de l'Académie royale de Belgique). Bruxelles, 1886.
- Sigel.** — « Lectures ou Slavonic Law ». London, 1902.
- Evans.** — « Through Bosnia and Herzegovina ». London, 1886.
- Hubé Romuald.** — « Droit romain et gréco-byzantin chez les peuples slaves ». Toulouse, 1888.
- Ami Boué.** — « La Turquie d'Europe ». Paris, 1840.
- Const. Jirecek.** — « Das Gesetzbuch des serbischen Tsaren Stephan Dusan ». (Archiv. für slavische Philologie), 1908.
- Yovane Avakoumovitch.** — « Le jury dans l'ancien droit serbe » (discours de réception à l'Académie royale des sciences serbe). Belgrade.
- Kovalevsky Maxime.** — « Institutions politiques de la Russie ». Paris, 1903.
- Stoïanovitch L.** — « A propos du livre de Florinsky ». Belgrade, 1888.
- Gavriloitch Michel.** — « L'histoire serbe » (dans la Grande Encyclopédie). Paris.
- Bogisits V.** — « Pisani Zakoni na slavenskom yougou ». Zagreb, 1872.
- F. de Coulanges.** — « Histoire des institutions politiques de l'ancienne France ». Paris, 1888.
- Viollet P.** — « Histoire des institutions et administrations de la France », 1890.

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

|                             | Pages  |                           | Pages |
|-----------------------------|--------|---------------------------|-------|
| <b>A</b>                    |        | <b>E</b>                  |       |
| Abbé . . . . .              | 98     | Droit byzantin . . . . .  | 21    |
| Archevêque . . . . .        | 96     | — grec . . . . .          | 21    |
| Assemblée v. Sabor. . . . . | 102    | — ragusain . . . . .      | 26    |
| <b>B</b>                    |        | — romain . . . . .        | 27    |
| Bachtina . . . . .          | 80     | <b>E</b>                  |       |
| Bachtinik . . . . .         | 81     | Église orthodoxe. . . . . | 92    |
| Byzance . . . . .           | 22     | — catholique . . . . .    | 94    |
| <b>C</b>                    |        | — indépendante . . . . .  | 95    |
| Chrétienté. . . . .         | 22, 94 | — serbe . . . . .         | 95    |
| Chrissobulle . . . . .      | 17     | — grecque . . . . .       | 95    |
| Clergé . . . . .            | 95     | — grande. . . . .         | 95    |
| Copies . . . . .            | 14     | Empereur.                 |       |
| Coutumes . . . . .          | 23     | — (droits de l'). . . . . | 72    |
| Code . . . . .              | 29     | — (fils de l') . . . . .  | 71    |
| (sources du). . . . .       | 25     | Evêque.                   |       |
| (système du) . . . . .      | 21     | <b>H</b>                  |       |
| <b>D</b>                    |        | Hérésie. . . . .          | 94    |
| District v. Zoupa.          |        | Hérétique . . . . .       | 95    |
|                             |        | Higoumène . . . . .       | 98    |

|                                 | Pages |                               | Pages    |
|---------------------------------|-------|-------------------------------|----------|
| <b>I</b>                        |       | Pays v. Zemla.                |          |
| Indiction . . . . .             | 17    | Porotà v. Jury.               |          |
| <b>J</b>                        |       | Pristav . . . . .             | 126      |
| Juge impérial. . . . .          | 123   | Préposé de ville . . . . .    | 118      |
| — ordinaire . . . . .           | 125   | Pronia . . . . .              | 87       |
| Juridiction civile. . . . .     | 122   | Proniare . . . . .            | 86       |
| — religieuse . . . . .          | 132   | — (origine du) . . . . .      | 87       |
| — militaire. . . . .            | 74    | — (droits du). . . . .        | 89       |
| Jury. . . . .                   | 128   | — (devoirs du) . . . . .      | 91       |
| <b>L</b>                        |       | Paysans . . . . .             | 109      |
| Lettres-patentes . . . . .      | 17    | Prince héritier . . . . .     | 72       |
| Lois des Saints-Pères . . . . . | 25    | Publication des lois. . . . . | 16       |
| Lois Justiniennes. . . . .      | 24    | <b>R</b>                      |          |
| Logothète . . . . .             | 77    | Raguse . . . . .              | 26       |
| <b>M</b>                        |       | <b>S</b>                      |          |
| Mariage . . . . .               | 32    | Selo . . . . .                | 119      |
| Méropah . . . . .               | 109   | Sebar . . . . .               | 109      |
| Métropolitain . . . . .         | 34    | Sabor . . . . .               | 102      |
| <b>N</b>                        |       | <b>T</b>                      |          |
| Noblesse basse . . . . .        | 83    | Tribunaux. . . . .            | 123, 125 |
| — haute . . . . .               | 83    | Tsar Douchane 9, 10, 11       |          |
| Nobles.                         |       | <b>V</b>                      |          |
| — (origine des). . . . .        | 79    | Vrazda . . . . .              | 35       |
| — (droits des). 81, 86          |       | <b>Z</b>                      |          |
| — (devoirs des) . . . . .       | 82    | Zemla . . . . .               | 115      |
| <b>P</b>                        |       | Zoupa . . . . .               | 116      |
| Patriarche. . . . .             | 97    |                               |          |

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                              | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE PREMIER. — Histoire sommaire de la Serbie depuis l'origine jusqu'à la fin du règne de tsar Douchane | 1     |
| CHAPITRE II. — § 1. — <i>L'original et les transformations du Code Douchane</i> . . . . .                    | 13    |
| § 2. — <i>La confection du Code Douchane</i> . .                                                             | 16    |
| § 3. — <i>Les influences étrangères sur le Code Douchane</i> . . . . .                                       | 21    |
| § 4. — <i>Définition du Code Douchane</i> . . . .                                                            | 28    |
| CHAPITRE III. — Le Code Douchane (texte) . . . .                                                             | 31    |
| CHAPITRE IV. — Le droit public dans le Code Douchane                                                         | 70    |
| § 1. — <i>L'Empereur</i> . . . . .                                                                           | 71    |
| <i>a) Le Logothète</i> . . . . .                                                                             | 77    |
| § 2. — <i>Les Nobles</i> . . . . .                                                                           | 79    |
| § 3. — <i>L'Eglise et le clergé</i> . . . . .                                                                | 92    |
| § 4. — <i>L'Assemblée</i> . . . . .                                                                          | 102   |
| § 5. — <i>La classe non privilégiée</i> . . . . .                                                            | 108   |
| § 6. — <i>La division administrative de l'Etat</i> . . .                                                     | 114   |
| § 7. — <i>Les Tribunaux</i> . . . . .                                                                        | 122   |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                      | 135   |
| TABLES. — <i>a) Alphabétique.</i> . . . .                                                                    | 137   |
| <i>b) des Matières</i> . . . . .                                                                             | 139   |

---

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.

---



